

Vers une Croissance Inclusive:

Une Nouvelle Vision Pour LA TRANSFORMATION AGRICOLE EN AFRIQUE

Rapport de l'AgriBusiness Forum 2015

Vers une Croissance Inclusive: Une Nouvelle Vision pour la Transformation Agricole en Afrique



22-25 MARS 2015
PULLMAN GRAND HÔTEL – KINSHASA, RDC

Tous droits réservés. La reproduction de cette information pour la revente ou à d'autres fins commerciales est interdite sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur.

Les demandes d'autorisation doivent être adressées à: EMRC

EMRC International
Avenue Louise, 287
1050 Brussels, Belgium
Tel : +32 (0)2 626 15 15
Fax: +32 (0)2 626 15 16
Email: info@emrc.be

Ecrit par Pierre Coetzer
Design : Bert Claessens
Photos : Catherine Trautes

Les informations et les vues énoncées dans le présent rapport sont celles des orateurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de tous les participants du forum ou d'EMRC en tant qu'organisation. EMRC ou toute personne travaillant en son nom ne peuvent être tenus responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.

Avant-Propos Ministère de l'Agriculture, La Pêche et l'Elevage.....	4
Avant-Propos PNUD.....	5
Avant-Propos EMRC.....	6
Hommage au Président Honoraire d'EMRC.....	7
Préface.....	8
MINAGRI: Objectifs et Mission.....	9
PNUD: Objectifs et Mission.....	10
EMRC: Objectifs et Mission.....	12
FAO: Objectifs et Mission.....	12
Rabobank Foundation: Objectifs et Mission.....	13
Remerciements.....	13
Programme du Forum.....	14
Resumé.....	20
Introduction à l'AgriBusiness Forum 2015.....	21
Résultats.....	23
Les Prochaines étapes.....	25
Aller de L'avant: La Déclaration de Kinshasa.....	25
 Jour I: Dimanche, 22 Mars 2015 – Enregistrement et Atelier Pré-Conférence	28
Atelier pré-conférence – projets agricoles : finance et investissement	
Présentation des délégués	28
Réception.....	28
 Jour II: Lundi, 23 Mars 2015 – Jour de la Modernisation du Secteur Agricole.....	29
Ouverture Officielle de l'AgriBusiness Forum 2015	29
Session I: Stratégies et priorités pour soutenir l'agro-business en Afrique et attirer davantage d'investissements.....	33
Session Spéciale: Cérémonie de remise du prix Incubateur de Projets EMRC – Rabobank.....	36
Session Parallèles:	40
Session A: Les outils pour moderniser les fermes, réduire les pertes et améliorer la productivité	40
Session B: Recherche scientifique et Innovation.....	44
Réunions B2B.....	46
Soirée de Gala.....	47
 Jour III: Mardi, 24 Mars 2015 – Journée de la Croissance Durable et Inclusive.....	48
Session Spéciale PNUD: Session II – Développer des Chaînes de Valeur Inclusives	48
Session III: Gestion des ressources du sol :	
Assurer la sécurité alimentaire et le développement économique	55
Session Spéciale: RD Congo – attirer des investissements et des partenaires dans le secteur agricole.....	55
Session Parallèles:.....	59
Session C: Intégration nationale, régionale du commerce agricole international et accès aux marchés.....	59
Session D: Attirer les jeunes vers le secteur agricole et apporter du soutien aux femmes dans le secteur agricole et de l'agro-business.....	63
Session Spéciale SNV: Session E – Modèles d'entreprise inclusifs dans le secteur de l'agro-business.....	66
Réunions B2B.....	68
 Jour IV: Mercredi, 25 Mars 2015 – Journée de la Finance Responsable.....	70
Session IV: Promouvoir le Financement et l'investissement Responsable dans l'agriculture et les Systèmes Agricoles	70
Session V: Evaluer les besoins en matière de financement du secteur agricole: Le rôle des banques agricoles, des banques commerciales, des fonds d'investissements et des fondations	73
Session VI: Mécanismes innovants pour réduire les risques en matière de financement agricole: Credit, Assurance, Microfinance	77
Fermeture officielle du Forum.....	80
Déclaration de Kinshasa.....	80
Discours de clôture.....	80

Avant-propos du Ministère de l'Agriculture, la Pêche et l'Elevage, République Démocratique du Congo



Chers Participants,

Je tiens à exprimer ma gratitude pour votre participation active à l'AgriBusiness Forum 2015, qui s'est tenu sous le Haut Patronage du Président de la République Démocratique du Congo, Joseph Kabila Kabange, en partenariat avec EMRC et PNUD pour promouvoir l'investissement dans le secteur agricole en Afrique.

Avec pour thème « Vers une croissance inclusive : Une vision pour la transformation agricole en Afrique », l'AgriBusiness Forum 2015 fut une occasion de confronter les points de vues, de présenter des solutions innovantes, et de partager les meilleures pratiques afin de renforcer les chaînes de valeur agricoles sur notre continent.

Le Forum a été un grand succès, avec près de 500 participants et intervenants venant du monde entier. Il a permis d'offrir une plateforme internationale pour nouer des partenariats d'affaires et envisager de nouvelles collaborations.

En tant que pays-hôte de cette rencontre, la République Démocratique du Congo a bénéficié de la tribune offerte pour promouvoir son potentiel agricole, notamment à travers l'initiative des parcs agro-industriels, et a tiré parti de l'occasion pour attirer des investissements directs étrangers dans un secteur en pleine expansion.

Pour renforcer le secteur privé, le Forum a également été un terreau fertile pour la mise en place de partenariats d'affaires, et pour le renforcement de la coopération intercontinentale dans le secteur agricole. De mon point de vue, cette rencontre a été une excellente occasion d'apprendre, d'enrichir nos connaissances sur l'agro-industrie, et de renforcer nos réseaux.

J'apprécie le soutien et l'engagement du Gouvernement de la République Démocratique du Congo et des différents partenaires qui ont grandement contribué au succès du Forum.

Je tiens également à remercier tout spécialement le personnel du ministère pour leur travail sans relâche de préparation du Forum.

Une fois de plus, je tiens à exprimer ma plus profonde gratitude à tous les participants à l'AgriBusiness Forum 2015. J'espère que votre participation au Forum a été à la fois enrichissante et précieuse.

Cordialement,

Isidore KABWE MWEHU LONGO

Ministre de l'Agriculture, la Pêche et l'Elevage,
Gouvernement de la République Démocratique
du Congo



Avant-propos du PNUD



Chers partenaires,

L'organisation et la réussite de l'AgriBusiness Forum 2015 en République Démocratique du Congo (RDC) ont constitué un énorme succès pour le Gouvernement de la RDC ainsi que pour tous les organisateurs. Le PNUD s'est engagé comme partenaire du Forum car il est convaincu que le secteur de l'agriculture est une des priorités du développement humain durable recherché en RDC. Concrètement, cela signifie qu'il est urgent de chercher des solutions pour aider les milliers de Congolais et d'Africains qui luttent chaque jour pour se nourrir. Mais il est également impératif d'aider ceux et celles qui ont fait de l'agriculture leur métier, à travers le renforcement des chaînes de valeurs, l'amélioration des infrastructures, ou le soutien de la petite transformation locale.

Lors de l'AgriBusiness Forum 2015, nous avons milité pour la mise en place des conditions favorables pour le développement de **relations gagnant-gagnant** entre les grandes multinationales et la centaine de représentants des producteurs locaux, mais aussi pour un fort engagement des parties prenantes afin de faire de l'agriculture un levier important pour la transformation de l'Afrique. Cette aspiration est contenue dans la **Déclaration de Kinshasa** à travers laquelle les participants ont préconisé l'adoption **d'engagements forts et concrets** en faveur des petits fermiers et de tous ceux et toutes celles qui travaillent autour d'eux. Ce forum de Kinshasa a stimulé les différentes délégations pour la matérialisation de ce chantier une fois de retour dans leurs pays respectifs.

« **L'après AgriBusiness Forum** » a commencé, notamment par le lancement très prochainement d'un programme facilitant l'accès aux marchés des petits producteurs africains, le développement des modèles d'affaires favorables à la création d'emploi et des revenus, et l'amélioration du cadre réglementaire en RDC. Notre souhait est de renforcer les capacités des agriculteurs de la RDC et de l'Afrique entière afin de contribuer à la sécurité alimentaire mondiale.

Le PNUD s'inscrit entièrement dans cet engagement et incite toutes les parties prenantes à contribuer à la prise en compte et la mise en œuvre des recommandations de la Déclaration de Kinshasa pour le bien-être des populations d'Afrique et du monde.

Priya GAJRAJ

Représentant Résident a.i. du PNUD



Avant-propos d'EMRC



Chers Lecteurs,

Cerapportvous donnera un aperçu des différents sujets abordés lors del'AgriBusiness Forum 2015 à Kinshasa, qui a été un succès retentissant, et qui a accueilli un nombre important de délégués du continent africain et du reste du monde pour discuter de l'avenir du secteur agro-alimentaire de l'Afrique.

Ce Forum fait suite à celles de Cape Town, Johannesburg, Dakar, Kampala et Kigali. Cette liste de grandes villes africaines démontre l'engagement d'EMRC envers le développement et le bien-être de l'Afrique sub-saharienne. L'action d'EMRC consiste à aider les entreprises agricoles et les entrepreneurs du secteur à tisser des liens avec des partenaires du monde entier à même de les aider techniquement et financièrement à élargir leurs activités agricoles.

Favoriser cette « interconnexion » est actuellement le principal objectif poursuivi par EMRC à travers ses conférences africaines, que nous sommes, comme vous l'aurez lu dans l'avant-propos du ministre congolais de l'agriculture, en mesure d'organiser grâce à la coopération concrète des autorités des pays d'accueil. Il me semble que cette année, ces rencontres entre les bailleurs de fonds et experts d'une part, et les PME agricoles privées, d'autre part, étaient très nombreuses et, nous l'espérons, particulièrement productives pour toutes les parties concernées.

AEMRC, nous sommes convaincus que la production alimentaire en Afrique peut être développée au point de couvrir non seulement les besoins du continent, mais aussi de pouvoir exporter ses excédents vers le reste du monde. Ceux d'entre nous qui vivent dans ce « reste du monde » ont besoin des produits agricoles africains. Par conséquent, les efforts d'EMRC bénéficieront non seulement à l'Afrique, mais aussi au reste du monde.



Prof. Monty Jones,
Président d'EMRC International et
Conseiller Particulier du Président de Sierra Leone



HOMMAGE AU PRÉSIDENT HONORAIRE D'EMRC PIERRE MATHIJSEN

M. Pierre Mathijsen, Président d'EMRC de 1994 à 2013 et Président d'Honneur jusqu'à l'AgriBusiness Forum 2015, est décédé le jeudi 23 Avril 2015. Son décès marque la fin d'une époque pour EMRC.

Lors de l'AgriBusiness Forum 2015, le dernier auquel il aura participé, Pierre Mathijsen était, comme à son habitude, un participant actif aux discussions, continuant encore et toujours à partager sa connaissance infinie du continent africain et sa vision pour le développement du continent. Pierre Mathijsen a contribué sans relâche à établir et à vivre lui-même l'idéal d'EMRC, à savoir la création d'un secteur privé fort en Afrique pour assurer une croissance durable

Avocat de profession, il fut un homme d'une détermination inégalée, et professeur de droit européen.

Après la fin de son mandat de Directeur Général à la DG XVI (Politique Régionale) de la Commission européenne (1977-1986) et en tant que membre du Conseil d'Administration de la Banque européenne d'Investissement, il a consacré beaucoup de son temps au développement des pays émergents en présidant aux destinées d'EMRC.



M. Pierre Mathijsen

Tout au long des années, il a activement positionné EMRC sur la scène mondiale et a beaucoup contribué aux forums EMRC en Afrique et en Europe par son leadership, son expertise et sa rigueur. Cet héritage est une énorme source de motivation au sein de notre équipe pour poursuivre notre mission. Nous sommes fiers d'avoir travaillé aux côtés de Pierre Mathijsen et d'avoir pu bénéficier de son insatiable énergie positive. Nous sommes très reconnaissants envers son immense contribution à l'organisation.

Nous nous souviendrons avec affection de son esprit indépendant qui, jusqu'au bout, nous a guidés et poussés à remplir les objectifs fixés par EMRC il y a 20 ans. Son attitude envers l'Afrique se résumait en quelques mots très simples : «L'Afrique est à venir, l'Afrique est l'avenir. L'Afrique doit se battre pour sa place dans le monde, et son arme principale est la jeunesse de sa population». Cette approche simple a poussé EMRC à développer davantage ses activités, notamment par la création du désormais célèbre Prix de l'Incubateur de Projets.

Aussi convaincu qu'il était du potentiel du continent africain, la vision positive et la détermination de Pierre Mathijsen nous encourage tous à poursuivre les ambitions de notre organisation. Son âme continuera longtemps à nous guider.

Nous honorons ici sa mémoire.

Préface

L'AgriBusiness Forum fait désormais partie intégrante de l'agenda annuel des affaires africaines. Tenu à l'origine en Europe, le Forum est, depuis maintenant 6 ans, accueilli par une grande ville africaine: D'abord Le Cap en 2009, suivi par Kampala en 2010, Johannesburg en 2011, Dakar en 2012 et Kigali en 2013. La Capitale congolaise Kinshasa a été choisie pour accueillir l'édition 2014, reportée finalement à mars 2015 en raison de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest.

Le Forum est une plateforme idéale pour faciliter le networking dans le secteur privé, et donne également la possibilité aux participants de rencontrer des responsables gouvernementaux et autres décideurs de haut niveau.

Cette année, le Forum fut officiellement organisé sous les auspices du Gouvernement de la République Démocratique du Congo, à travers le Ministère de l'Agriculture, la Pêche et l'Elevage de la RDC, et co-organisé par EMRC et le Programme de Développement des Nations Unies (PNUD), en collaboration avec le Fonds Alimentaire Mondial des Nations Unies (la FAO), le Fonds pour la Promotion de l'Industrie de la RDC (FPI), et la Fondation Rabobank.

Le Forum a réuni un large éventail de professionnels de l'agroalimentaire, y compris des capitaines d'industrie, des coopératives, des PME, des financiers, des entrepreneurs, des responsables gouvernementaux, la société civile, des chercheurs et universitaires, des organisations internationales et des bailleurs de fonds.

Tous ces participants ont cherché à élargir leurs réseaux, à créer de nouveaux partenariats, à apprendre connaissance des technologies les plus récentes et des développements dans l'agro-industrie, et de rester à la pointe de l'industrie agroalimentaire en Afrique et au-delà, en réponse à la demande mondiale croissante pour des produits agricoles.



Ministère de l'Agriculture, la Pêche et l'Elevage



OBJECTIFS ET MISSION

L'objectif du Ministère de l'Agriculture, Pêche et Elevage est de relancer le secteur par la modernisation des techniques et pratiques agricoles dans le but de lever des défis tels (i) la malnutrition et l'insécurité alimentaire, (ii) le niveau de pauvreté très élevé de la population, surtout rurale, (iii) l'insuffisance des revenus stables de l'Etat.

Avec le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) il y a une première nécessité de stimuler une croissance soutenue du secteur agricole à au moins 6%. Depuis la fin d'une longue crise politico-économique et militaire en 2013, la République Démocratique du Congo a renoué avec la croissance économique et a amélioré le climat des affaires.

Pour la relance effective du secteur, il s'agit de promouvoir les filières stratégiques génératrices de croissance en vue d'intensifier la production végétale, animale et halieutique et de promouvoir les spéculations de rente avec une implication adéquate des couches les plus vulnérables que sont les jeunes et les femmes.

Les efforts sont focalisés autour de sept axes principaux suivants : (i) la promotion des filières végétales ; (ii) le développement de la production animale ; (iii) le développement de la production halieutique ; (iv) la gestion de la sécurité alimentaire et des réserves stratégiques ; (v) la recherche et la vulgarisation agricole ; (vi) la promotion de l'agribusiness et (vii) la gouvernance agricole et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles.

Les actions sont développées dans les pôles de croissance et de développement Ouest (de l'Océan Atlantique à Moanda jusqu'à Kikwit dans la Province du Bandundu) et Est (de Bukavu dans la Province du Sud Kivu, Uvira jusqu'au Nord Katanga) ainsi que dans la Province de l'Equateur avec l'appui des PTF. Les bénéficiaires et particulièrement les femmes et les jeunes sont appuyés dans la filière agricole avec le développement de l'agribusiness qui met un accent particulier sur l'amélioration de la filière semence.

Le programme des parcs agroindustriels et le développement des zones économiques spéciales ont démarré pour répondre à la vision du pays qui vise la modernisation à l'horizon 2020 et l'émergence à l'horizon 2030.

PNUD

OBJECTIFS ET MISSION



Un grand bureau pour un grand pays (juillet 2015)

Le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) est présent en République Démocratique du Congo depuis les années 60, mais le premier accord de siège a été signé en 1976. Le mandat du PNUD est d'appuyer le Gouvernement de la RDC dans la lutte contre la pauvreté et l'amélioration de la gouvernance. Le PNUD agit comme conseiller dans le renforcement de la démocratie et de la paix dans le pays; la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et des inégalités ; la promotion du genre et la protection de l'environnement.

Ce mandat se fonde sur la stratégie de réduction de la pauvreté (DSCR II) définie par le Gouvernement congolais pour la période 2011–2015 et sur le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF 2013-2017). Il contribue aussi à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Au niveau mondial, le PNUD est le leader du Développement humain durable.

Le PNUD accompagne en RDC les efforts de stabilisation et de restauration de l'autorité de l'Etat et l'amélioration du système d'intégrité, en participant à la lutte contre la corruption et la mise en œuvre de la réforme des finances publiques. Il soutient la mise en place des mécanismes judiciaires efficaces; l'accès à la justice des plus démunis; la promotion d'un développement harmonisé sur le processus de décentralisation; l'élargissement de la base de l'économie pour réduire la pauvreté et les inégalités en mettant l'accent sur l'émancipation économique des femmes et des jeunes.

Deux grands programmes sont mis en œuvre afin de répondre à ces défis pour un coût global de 567 millions de dollars US étalés sur 5 ans. Il s'agit de:

- La Gouvernance Démocratique (Pilier I) avec trois composantes : Appui aux institutions démocratiques et gestion des comptes, Décentralisation et Réforme de la justice et sécurité;
- La Croissance Inclusive et le Développement Durable (Pilier II) avec ses composantes : Relèvement communautaire, Promotion de la microfinance, Environnement et changements climatiques, VIH/sida et autres pandémies, Promotion des Objectifs du Millénaire du développement (OMD) et suivi du Document de Stratégie de la Croissance et de la Réduction de la Pauvreté.

Le PNUD met en œuvre des projets dans les Provinces de l'Équateur, Orientale, Kinshasa, Bandundu, Bas-Congo, Nord et Sud-Kivu. Ces projets visent l'amélioration des conditions de vie des ménages par le renforcement de la gestion communautaire et la redynamisation des économies locales. Dans les zones d'intervention du PNUD, des populations pauvres, parmi lesquelles une majorité de femmes, ont accès aux services financiers de base (épargne et crédit).

À titre illustratif, quelques résultats réalisés en 2014 : 3616 femmes vulnérables ont été formées au sein de centres communautaires polyvalents et 12.000 ménages ont eu accès à des services de microfinance.





Les capacités législatives et de contrôle parlementaire ont été améliorées ; le délai d'examen des lois en commission au parlement est passé d'un mois à 7 jours ; les victimes de violences sexuelles ont un meilleur accès à la justice (304 affaires pénales dont 70% relatives aux violences sexuelles traitées avec 60% de condamnations des auteurs de violences et 32% d'acquittements); 80% de l'aide publique sont retracés et intégrés au Budget de l'État. La création du premier Atlas électronique interactif des énergies renouvelables en RDC et en Afrique contribue directement au développement durable à travers la protection de l'environnement, la croissance économique et le bien-être des communautés.

Le PNUD RDC se distingue par ses innovations NTIC au niveau du Programme et des Opérations !

Le PNUD travaille avec plus de 170 partenaires d'exécution publiques, ONG locales et internationales et son financement repose principalement sur les partenaires techniques et financiers. Sa valeur ajoutée se résume dans sa stratégie basée sur les résultats transformationnels, l'appropriation nationale, le réseau d'expertise internationale et l'innovation. Le PNUD RDC compte en son sein un staff de 254 personnes dont 208 nationaux, 33 internationaux et 12 volontaires des Nations Unies. L'équipe compte au total 71 femmes.

Site Web du PNUD : www.cd.undp.org

EMRC

OBJECTIFS ET MISSION

EMRC est une organisation internationale dont la mission est de promouvoir un développement économique durable en Afrique en soutenant et en encourageant la création de partenariats d'affaires, avec un accent particulier sur les relations économiques et commerciales avec le secteur privé. EMRC est composé d'un vaste réseau d'entrepreneurs, de partenaires financiers et de représentants de plus de cent pays à travers le monde.

Afin de réaliser sa mission, EMRC développe les initiatives suivantes:

- Le **l'AgriBusiness Forum**, qui a lieu chaque année et attire une moyenne de 400-500 experts et décideurs venus du monde entier. Chaque édition du Forum s'articule autour d'un thème central qui aborde les défis et les opportunités dans le secteur agro-alimentaire ;
- L'Africa Finance & Investment Forum (**AFIF**), un événement annuel visant à renforcer l'investissement et l'accès au financement en Afrique ;
- Des Missions Economiques, qu'EMRC organise dans le but de promouvoir la coopération internationale. Ces missions se composent de visites pays, de networking B2B et d'échange de connaissances.
- Deux autres éléments clés des événements EMRC sont le **Prix de l'Incubateur**, et les **réunions d'affaires B2B**. Ces éléments sont une partie essentielle des Forums permettant aux participants de forger des partenariats et des liens d'affaires.

FAO

OBJECTIFS ET MISSION

L'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture des Nations Unies (FAO) a un mandat unique couvrant tous les aspects de l'alimentation et de l'agriculture. L'objectif de la sécurité alimentaire pour tous est au cœur des efforts de la FAO : Faire en sorte que les gens aient accès, à intervalles réguliers, à une nourriture de haute qualité permettant de mener une vie saine et active. La vision de la FAO, qui est partagée par ses membres et les acteurs du développement, est celle d'un monde libéré de la faim et de la malnutrition, dans lequel la sécurité alimentaire et l'agriculture contribuent durablement à l'amélioration du niveau de vie, en particulier pour les populations rurales pauvres, sur le plan économique, social et environnemental. Tels sont les objectifs primordiaux que l'organisation poursuit à partir de son siège à Rome, en Italie et dans les bureaux dans plus de 130 pays à travers le monde.



Rabobank Foundation

OBJECTIFS ET MISSION

Le groupe Rabobank est un prestataire international de services financiers, fonctionnant sur un modèle de coopérative. La vocation première du fonds social de la banque, à savoir la Fondation Rabobank, est d'améliorer la vie de communautés et de personnes défavorisées, en mettant l'accent sur le principe de l'autosuffisance.

Tout comme la banque elle-même, la fondation s'inspire des principes des coopératives pour créer et promouvoir des modèles d'épargne coopérative et de systèmes de prêt collectifs, et s'appuie sur des organisations d'agriculteurs pour stimuler le développement économique. Le soutien de la Fondation aide les petits producteurs à obtenir un meilleur accès au financement, aux connaissances et aux débouchés par le biais de coopératives. La Fondation fournit aussi bien les ressources financières et l'expertise de Rabobank pour atteindre ses objectifs.

REMERCIEMENTS

EMRC tient à remercier le Gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) pour l'accueil qu'il a réservé à l'AgriBusiness Forum 2015, et en particulier du Président de la République, sous le haut patronage duquel le Forum a eu lieu. Cela démontre l'engagement ferme du pays envers la croissance du secteur agro-alimentaire en Afrique, et l'ambition affichée de la RDC de devenir un des plus grands producteurs agricoles du continent.

Nous souhaitons également exprimer notre reconnaissance envers le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture des Nations Unies (la FAO), le Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI) de la RDC et la Fondation Rabobank, pour le rôle de poids qu'ils ont joué lors de cet événement. Tout comme ce fut le cas pour les années précédentes, le Forum 2015 n'aurait pas pu se tenir sans le soutien inestimable de la Fondation Rabobank, sponsor du Projet Incubateur EMRC-Rabobank.

Nous tenons enfin à remercier nos sponsors : LR Group, AGCO, Cargill, Balton CP, Elan RDC, Trust Merchant Bank, African Milling Company, SNV, Standard Bank, la Société Financière Internationale, GAFSP, la Coopération Technique Belge (CTB), l'Ambassade des Pays-Bas auprès de la RDC, la Banque européenne d'Investissement et Ethiopian Airlines.

Jour I	22 Mars 2015, Dimanche
11h00	Inscription tout au long de la journée
14h00 - 18h00	Atelier Pré-Conférence – Projets Agricoles: Finance et Investissements <i>Comment accroître vos chances d'obtention de financement et attirer des partenariats pour votre entreprise – capital, technologie et expansion des activités</i>
	• Arthur Levi, Conseiller & Membre du Comité Exécutif – EMRC International, Royaume-Uni ; Ancien Responsable Europe – SFI • Zano Mataruka, Chargé d'Investissements Senior Agrobusiness – Société Financière Internationale (SFI), Afrique du Sud
18h30	<i>Cocktail de bienvenue</i>
	• Eric Mboma, Président Directeur Général – Standard Bank, RDC / Vice-président ACB, Association Congolaise des Banques, RDC

Jour II	23 Mars 2015, Lundi
	Journée de la Modernisation Agricole
08h45	Ouverture de l'AgriBusiness Forum 2015: • Idit Miller, VP et Directrice Générale – EMRC Int'l, Belgique • Isidore Kabwe Mwehu Longo, Ministre de l'Agriculture, Pêche et Elevage, Gouvernement de la RDC • Priya Gajraj, Représentant Résident a.i. – PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), RDC • Eugenia Serova, Directrice AGS – Infrastructure Rurale & Division Agro-Industries – FAO (Org. des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture), Italie • Monty Jones, Président d'EMRC International, Conseiller Particulier du Président de Sierra Leone et Ambassadeur de la Sierra Leone
10h00	Session Plénière Session I – Concevoir des stratégies et des priorités pour rendre l'agrobusiness africain plus performant et plus attractif pour les investisseurs: - optimisation des opportunités pour la production et la distribution dans la société actuelle; - Des initiatives probantes du secteur privé.
	MODERATEUR: Monty Jones, Président d'EMRC International, Conseiller Particulier du Président de Sierra Leone et Ambassadeur de la Sierra Leone • Catherine Collin, Chef de Division pour l'Afrique Centrale et de l'Est et la Région Pacifique – BEI (Banque Européenne d'Investissement), Luxembourg • Nuradin Osman, Directeur des Operations, Afrique & Moyen-Orient – AGCO International, Suisse • Ami Lustig, Président & PDG – LR Group, Israël • Tom Derksen, Directeur Général, Agriculture – SNV, Pays-Bas
11h00	<i>Déjeuner d'affaires</i>
11h30	Session Spéciale: Concours de l'Incubateur de Projets EMRC – Rabobank Présentation des projets sélectionnés



	• Alexander Meyer, Direction Fin. Ext. – Fondation Rabobank, Pays-Bas • Idit Miller, VP & Directrice Générale – EMRC International, Belgique • Arthur Levi, Conseiller & Membre du Comité Exécutif – EMRC International, UK Présentations des Finalistes: • Ruth Kinoti, Directrice Général – Shalem Investments, Kenya • Shaun Cawood, PDG & Fondateur – CB Farm Fresh, Mozambique • Vava Angwenyi, Fondatrice – Vava Coffee, Kenya • Bukola Adeshina, Présidente & Directrice Générale – A & Shine Int'l, Nigeria • Voziyo Innocente, Présidente – Cooperative Mama Soleil, RDC
12h30	Déjeuner d'affaires
SESSIONS PARALLELES	
14h00 – 15h20	Session A – Moderniser l'Infrastructure et les Techniques au Niveau de la Ferme pour Réduire les Pertes et Améliorer la Productivité - Accroître la valeur ajoutée des produits agricoles à travers la transformation et l'industrialisation - Approche intégrée d'appui aux exploitations familiales
	Modérateur: Nuradin Osman, Directeur des Operations, Afrique & Moyen-Orient – AGCO International, Suisse • Yariv Kedar, VP Agrobusiness Durable – Balton C.P., Royaume-Uni • Rahim Dhrolia, Directeur Général – African Milling Company Congo, RDC • Maurice Schill, Co-Responsable pour l'Agriculture & le Développement Rural – CTB (Coopération Technique Belge), RDC • Waako Arthur Mboizi, Chef de Circonscription – Govt local de Budaka, Ouganda • Yamidjimte Ndingada Roi, Directeur Général – Gael, Tchad
14h00 – 15h20	Session B – La Recherche Scientifique et l'Innovation : - Accès aux meilleures pratiques pour les semences améliorées, irrigation, intrants agricoles, stockage - Créer des cultures résistantes pour surmonter les difficultés de reproduction - Agriculture de précision et la productivité agricole - Amélioration des cultures et des chaînes de valeur: le cas du manioc
	Modérateur & Orateur: Monty Jones, Président d'EMRC International et Conseiller Particulier du Président de Sierra Leone • Jonathan Gressel, Professeur Emérite, Plante & Sciences Environnementales – Institut des Sciences Weizmann, Israël • John Mususa Ulimwengu, Conseiller, Développement Agricole et Rural – Bureau du Premier Ministre, et Chercheur Senior – IFPRI, RDC • Nzola Mahungu, Agronome et Représentant Pays – IITA (Institut International de l'Agriculture Tropicale), RDC
15h30-18h30	Rencontres d'affaires B2B
19h30	Soirée de Gala: Présentation du lauréat du Concours de l'Incubateur de Projet 2015, en présence d'officiels, d'ambassadeurs, de médias, de membres de la communauté des affaires et des participants.
	Discours de Bienvenue: • Oliver Meisenberg, Président Directeur Général – TMB (Trust Merchant Bank), RDC

Jour III	24 Mars 2015, Mardi
	Journée de la Croissance Inclusive et Durable
09h00	Session Speciale PNUD – Programme des Nations Unies pour le Développement Session II – Renforcer les Chaînes de Valeur de Manière Inclusive; l'approche axée sur le marché Modérateur: Georges Ohelo Shonganya, Conseiller Agro-business – Minagri, RDC • Tomas Sales, Directeur – AFIM/PNUD, Ethiopie • Michael Njuguna, Président Directeur Général Adjoint – Africa Harvest, Kenya • Stéphane Amani, Conseiller Croissance Inclusive – PNUD, RDC • Kambale Kanduki, Directeur Général – Maizeking PMI, RDC
	SESSION PLENIERE
10h00	Session III – Gestion Durable des Terres Agricoles: Assurer la Sécurité Alimentaire et le Développement Economique Modérateur: Jonathan Gressel, Professeur Emérite, Plante & Sciences Environnementales – Institut des Sciences Weizmann, Israël • John Veerkamp, Représentant Pays et Directeur du projet CATALIST – IFDC, Rwanda • Generose Nziguheba, Chercheur Scientifique Senior – IITA (Institut International de l'Agriculture Tropicale), Kenya • Abu Abdalla Elbukhari Ibrahim, Directeur Général – Moroug Fertilizers Factory, Soudan • George Osure, Directeur Régional – Fondation Syngenta pour une Agriculture Durable, Kenya
11h00	<i>Pause café</i>
11h30	Session Spéciale RDC – Comment Attirer des Investissements et des Partenaires dans le Secteur Agricole Congolais : - Par des projets à grande échelle (les parcs agro-industriels) - Par le renforcement de la compétitivité de l'exploitation familiale • Isidore Kabwe Mwehu Longo, Ministre de l'Agriculture, la Pêche & l'Elevage • Arthur Christophe Mampuya, Directeur de la Recherche et la Planification, Ministère de l'Agriculture, la Pêche & l'Elevage • John Mususa Ulimwengu, Conseiller Particulier, Agriculture et Développement Rural – Bureau du Premier Ministre, et Chercheur Senior – IFPRI, RDC • Marcellin Cishambo Ruhoya, Gouverneur – Province du Sud Kivu, RDC • Barthélémy Mumba Gama, Ministre Provincial de l'Agriculture et des Mines – Province du Katanga, RDC • Jean-Claude Hoolans, Associé Gérant – Miluna, RDC
13h00	<i>Déjeuner d'affaires</i>
	SESSIONS PARALLELES
14h30 – 15h50	Session C – Intégrer le Commerce Agricole National, Régional et International et Améliorer l'Accès aux Marchés



	Modérateur: Arthur Levi, Conseiller & Membre du Comité Exécutif – EMRC International, Royaume-Uni ; Ancien Responsable Europe – SFI • Eugenia Serova, Directrice AGS – Infrastructure Rurale & Division Agro-Industries – FAO (Org. des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture), Italie • Amadou Oumar Ba, Spécialiste Agriculture Senior – Banque Mondiale, RDC • Holly Krueger, Chef d’Equipe – Elan, RDC • Kambale Kisumba Kamungele, Directeur à l’Export – Ets. Tsongo Kasereka / Président du Chapitre Congolais de l’AFCA (African Fine Coffee Association), RDC
14h30 – 15h50	Session D – Considérations liées à l’Intégration: Attirer la Jeunesse vers le Secteur Agricole et Soutenir les Femmes dans l’Agriculture et l’Agrobusiness Modérateur: Idit Miller, VP & Directrice Générale – EMRC Int’l, Belgique • Eugène Serufuli, Ministre du Développement Rural, RDC • Rasha Omar, Représentante Pays, Chargée de Portefeuille – FIDA (Fond International pour le Développement de l’Agriculture), RDC • Christopher Nzuki, PDG – The Hive Group of Companies, Kenya • Suzanne Belemtougri, Directrice Générale – Sophavet, Burkina Faso
14h30 – 15h50	Session Spéciale SNV: Session E: Modèles et Approches de l’Agrobusiness Inclusif – Réaliser des bénéfices durables
	Modérateur: Mirjam Steglich, Directrice Dpt Agriculture – SNV, RDC • Ranjan Shrestha, Directeur Département Agriculture – SNV, Rwanda • Sara Mbago-Bhunu, Directeur Pays – SNV, DR Congo • Thomas Obiero Were, Directeur Département Agriculture – SNV, Zambia
16h00-18h30	Rencontres d’affaires B2B

19h30	Dîner d'affaires
Jour IV	25 Mars 2015, Mercredi
	Journée de la Finance Responsable
09h00	Session IV – Promouvoir la Notion d'Investissements Agricoles Responsables
	Modérateur: Joseph Harrosh, Directeur, Développement d'Affaires & Chef de la Division Eau – LR Group, Israël • Elizabeth Beall, Consultante – Comité pour la Sécurité Alimentaire Mondiale, Italie • Mamadou Kouyaté, Directeur Investissements – Africinvest, Côte d'Ivoire • Cyrille Mutombo, Directeur Pays – Randgold Resources, RDC • Aliu Oshioke Yakubu, Directeur Général Adjoint – Banque de l'Agriculture,
10h00	Session V – Répondre aux Besoins Financiers de l'Agriculture : le Rôle des Banques Agricoles, Banques Commerciales, Fonds d'Investissements et Fondations
	Modérateur: Joseph Harrosh, Directeur, Développement d'Affaires & Chef de la Division Eau – LR Group, Israël • Constantin Mbengele Kwete Thamuk, PDG – FPI (Fonds de Promotion de l'Industrie), RDC • Rock Ngouoto, Chef Dpt. Crédit – TMB (Trust Merchant Bank), RDC • Dimitry Van Raemdonck, Chargé d'Investissements Senior – BIO (La Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement (BIO), Belgique • Yves Ehlert, Vice-Président Afrique – DEG (Entreprise d'investissement et de développement allemande), Allemagne
11h10	• Discours Spécial : Pim van Ballekom , Vice Président – BEI (Banque Européenne d'investissement), Luxembourg
11h30	<i>Pause Café</i>
12h00	Session VI – Innovations visant à encourager la finance agricole, réduire les risques: crédit, assurance, chaînon manquant, microfinance
	- Le rôle des institutions de microfinance au profit des coopératives et des communautés locales
	Modérateur: Arthur Levi, Conseiller & Membre du Comité Exécutif – EMRC International, Royaume-Uni • Zano Mataruka, Chargé d'Investissements Senior Agrobusiness – SFI (Société Financière Internationale), Afrique du Sud • Jerry Kwo, Chargé d'Investissements Senior – Oiko Credit, Pays-Bas • Monah Andriambalo, Conseillère Technique Principale du PASMIF (Programme d'Appui au Secteur de la Microfinance) – PNUD / UNCDF, RDC
13h00	Clôture officielle du Forum
13h30	<i>Déjeuner d'affaires</i>
15h00	Visite de sites





Résumé

Reconnaître le potentiel agricole du continent africain et de la RDC

Le rôle stratégique de l'agriculture dans le développement social et économique de l'Afrique n'est plus à démontrer. L'agriculture est le principal moyen de subsistance d'environ 60% de la population active du continent, et représente 17% de son produit intérieur brut (PIB). Aucun autre secteur économique sur le continent n'emploie davantage de personnes, ou fournit une plus grande partie de la richesse annuelle produite. L'AgriBusiness Forum 2015 a eu lieu pour la première fois à Kinshasa, Capitale de la RDC et deuxième plus grande métropole urbaine de l'Afrique sub-saharienne. Il a réuni un grand nombre de décideurs clés du secteur agricole africain, ainsi qu'un nombre impressionnant de petits producteurs de toutes les régions du continent.

Le Forum, qui se déroule chaque année depuis 13 ans, est devenu l'un des plus importants rendez-vous internationaux annuels du continent africain. Le fait qu'il se soit tenu à Kinshasa cette année constitue en soi un fait majeur, qui vient refléter le potentiel indiscutable de la RDC sur le plan agro-industriel. De fait, avec 80 millions d'hectares de terres arables disponibles, d'immenses ressources en eau et une main-d'œuvre abondante, la RDC pourrait potentiellement nourrir 3 milliards de personnes.

Compte tenu de ces opportunités et de ce potentiel encore largement inexploité, l'enthousiasme et l'énergie furent palpables à Kinshasa. Plus de 450 délégués d'Afrique, d'Europe, d'Asie et d'Amérique du Nord ont assisté à l'événement. Vingt stands d'exposition ont présenté des produits locaux et régionaux comme le café, le miel, le thé, ainsi que du matériel agricole. Le Forum a aussi abrité plus de 1.200 réunions B2B, dont beaucoup se concrétiseront sous forme d'investissements, de production agricole, d'emploi et de croissance économique.

Le thème du Forum de cette année était « **Vers une Croissance Inclusive: une Vision pour la Transformation Agricole de l'Afrique** ». Sur une durée de trois jours, le Forum a couvert plusieurs des éléments clés de cette transformation potentielle. Il a porté spécifiquement sur la modernisation du secteur agricole, la création d'un environnement fiable pour une croissance durable et inclusive, et la promotion de mécanismes de financement responsables.

Un des moments forts du Forum fut la Session Spéciale sur les opportunités en RDC. Le consensus parmi les délégués tout comme parmi les organisateurs était que les présentations congolaises étaient d'un niveau exceptionnel.

Comme à l'accoutumée, les séances plénières en matinée étaient suivies, les après-midis, par des sessions parallèles, ou des discussions de groupe, sur des thématiques comme la modernisation de l'infrastructure ; l'intégration du commerce et l'accès aux marchés locaux, régionaux et internationaux ; la recherche et l'innovation scientifique ; ou la création de modèles inclusifs.



Le Forum a abouti à la Déclaration de Kinshasa sur la Croissance Inclusive pour la Transformation Agricole de l'Afrique, qui est venue confirmer le consensus entre participants et délégués que la transformation du secteur agricole exigera la participation active de toutes les parties prenantes. La Déclaration de Kinshasa, une initiative du PNUD, est le résultat d'un dialogue approfondi qui a eu lieu tout au long du Forum, et se veut comme un point de référence pour le secteur privé, le Gouvernement et la société civile pour prendre des mesures et tirer parti de chemin agricole de l'Afrique à la transformation. La Déclaration s'inscrit dans l'esprit de la Déclaration de Johannesburg sur les partenariats public-privé en matière d'entreprises inclusives, qui énumère les points d'action spécifiques afin de parvenir à des changements.

Un autre moment clé du Forum fut la remise du Prix du Projet Incubateur EMRC-Rabobank, visant à soutenir des projets innovants dans le secteur agricole africain. Compte tenu de la qualité exceptionnelle des finalistes de cette année, le jury a décidé de partager le prix d'un total de 15.000\$ entre deux lauréats: la première place revint à Ruth Kinoti, Directrice de Shalem Investments au Kenya, tandis que la deuxième place fut décernée à Voziyo Innocente, Représentante de la Coopérative d'huile de palme Mama Soleil en RDC.

Le Forum a également fourni l'occasion de visionner l'agro-business sur le terrain, grâce à une visite organisée de la Ferme Présidentielle de N'Sele, à 60 km du centre de Kinshasa. La ferme, qui fut laissée à l'abandon durant de nombreuses années, est aujourd'hui une ruche d'activité après avoir entamé les phases initiales d'une réhabilitation de grande envergure en cours depuis 2014. La visite fut l'occasion pour de nombreuses PME de visionner le développement d'un nouveau complexe agro-industriel.

Introduction à l'AgriBusiness Forum 2015

L'organisation de l'AgriBusiness Forum 2015

L'organisation de l'AgriBusiness Forum 2015 a été une entreprise pour le moins ambitieuse. Il a fallu plus d'un an pour le préparer, et il fut marqué par la mise en place d'un véritable partenariat entre EMRC et le Gouvernement de la République Démocratique du Congo, ainsi que le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Fonds pour la Promotion de l'Industrie de la RDC (FPI) et la Fondation Rabobank. L'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest a conduit les organisateurs à reporter le Forum de 5 mois. Mais ce revers temporaire n'a fait que renforcer la détermination d'EMRC, du Gouvernement de la RDC et de ses partenaires pour assurer la réussite du Forum, et de mettre en avant l'importance stratégique de la transformation du secteur agricole sur le continent africain.

Les Enjeux

Les principaux acteurs du secteur agricole, notamment les investisseurs internationaux, le secteur privé, les bailleurs de fonds et les organisations internationales, ont un intérêt commun à transformer l'agriculture en Afrique, au travers notamment de la promotion active de modèles agricoles inclusifs dans les sous-secteurs de l'agrobusiness, de l'agro-industrie et de l'agroforesterie. Au niveau mondial, cette transformation est cruciale pour aider à nourrir une population mondiale estimée à 9 milliards de personnes d'ici 2050. Au niveau continental, l'impact potentiel d'une agriculture transformée, mesuré en termes de croissance, de développement et de réduction de la pauvreté, est inestimable.

La République Démocratique du Congo, pour sa part, est une puissance continentale émergente. Cela est d'autant plus vrai dans le secteur agricole : en effet, la RDC rassemble à elle seule plus de 10% des terres arables disponibles en Afrique. Les progrès accomplis dans ce pays en matière de croissance du secteur agricole pourraient donc avoir un impact plus important que nulle part ailleurs.

Le Forum aura été la première réunion importante sur l'agriculture à s'être tenue en RDC, une étape cruciale qui démontre clairement l'engagement de ce pays envers le développement agricole et la sécurité alimentaire.

La plupart des intervenants du secteur agricole sont parfaitement conscients que les conditions d'une véritable transformation du secteur en RDC ne sont pas encore entièrement réunies. En effet, les défis d'une telle transformation se recoupent sur l'ensemble de l'écosystème du secteur, qu'il s'agisse de créer des chaînes d'approvisionnement fonctionnelles et inclusives, d'assurer un meilleur accès aux intrants agricoles, ou de fournir des outils de financement adaptés. Il s'agit là de défis qui existent également dans la plupart des autres pays du continent.

L'un des objectifs du Forum était donc aussi de présenter des exemples de progrès impressionnants dans le secteur agricole de la RDC au cours des dernières années, et de démontrer que toute la RDC, des forêts tropicales dans la province de l'Équateur jusqu'aux vastes plaines du Katanga, des initiatives passionnantes sont en train de surmonter ces défis et de transformer le secteur agricole du pays.



Résultats

Le Forum a eu plusieurs résultats immédiats, y compris:

- **Plus de 1200 rencontres B2B**, qui ont permis à de nombreuses PME et petits producteurs du secteur agricole d'accéder à des informations stratégiques et de saisir des opportunités d'affaires. Ces rencontres leur ont également permis d'explorer les possibilités de partenariat avec une palette d'intervenants sur toute la chaîne de valeur agricole, l'un des facteurs clés de succès pour l'agro-industrie.
- **Grâce à des réunions entre fournisseurs**, banques, investisseurs et distributeurs, plus de 150 petites et moyennes entreprises et de petits producteurs ont pu étoffer leurs réseaux et exploiter les opportunités offertes par le Forum. Un grand nombre de ces réunions seront concrétisées sous forme de commerce et d'investissement, d'augmentation de la production agricole, d'opportunités d'emploi et une plus grande croissance économique à travers le continent.
- **Le Prix Incubateur de Projet**, un prix annuel qui vise à encourager l'innovation et l'entrepreneuriat en Afrique au sein des petites et moyennes entreprises (PME). Le prix, qui est ouvert à toute PME ou micro entrepreneur dans le secteur agricole en Afrique, vise à soutenir l'innovation et la productivité autant que le succès en tant que tel.
- **Le prix** de cette année a une fois de plus permis de mettre en avant le grand nombre d'opportunités dans le secteur agricole de l'Afrique qui se transforment en entreprises prospères. La qualité exceptionnelle des présentations des finalistes a démontré l'importance de ce potentiel.
- **L'attribution du prix** a également souligné l'importance de poursuivre le renforcement des capacités pour les petits entrepreneurs et les promoteurs de projets. Elle a démontré la nécessité de politiques spécifiques visant à faciliter l'accès aux marchés pour les PME et les micro-entreprises. Enfin, la cérémonie a aussi fourni l'occasion d'engager les investisseurs dans des discussions détaillées sur ce type de programmes et les possibilités de soutien, ainsi que l'opportunité d'un dialogue public-privé.
- **La mise en place d'un véritable processus de consultation entre l'ensemble des parties prenantes** dans le secteur agricole en Afrique.
- **Ce dialogue** n'a pas seulement permis aux participants de rassembler des perspectives très diverses sur les opportunités dans les secteurs de l'agriculture, de l'agro-business et de l'agro-industrie en Afrique, et sur l'importance cruciale du secteur en termes de croissance économique, de création d'emploi et de sécurité alimentaire mondiale. Il a également avancé le débat sur le thème de la transformation de l'agriculture en Afrique au moyen d'une croissance inclusive, et analysé les différents défis rencontrés par les agriculteurs en matière d'accès aux marchés, de croissance durable et inclusive, de modernisation des infrastructures et des techniques agricoles, ainsi que de la finance responsable et innovante.

- **La Déclaration de Kinshasa sur la Croissance Inclusive pour la Transformation Agricole de l'Afrique**, qui a formulé un certain nombre de recommandations clés, et a appelé à la mise en place de plates-formes agrobusiness nationales comme véhicules pour la mise en œuvre. Cette déclaration se voit comme une feuille de route et le résultat du dialogue public-privé mentionné ci-dessus. Elle est également considérée comme un document de plaidoyer en faveur de politiques ciblées, y compris en matière d'accès aux marchés et d'investissement responsable.
- **La Déclaration de Kinshasa** a été l'aboutissement d'un processus d'avancement et de promotion que le Forum a réalisé sur un certain nombre de points clés, parmi lesquels la création de chaînes de valeur agricoles inclusives aux niveaux régional et national; la promotion de liens et de partenariats entre les multinationales, les PME agricoles et petits producteurs; le développement de mécanismes de financement novateurs; et la promotion de la recherche agronomique.
- **La Déclaration de Kinshasa** vise à mobiliser davantage les acteurs du secteur autour d'une ambition commune : favoriser le développement de l'agrobusiness sur le continent africain.
- **La promotion du potentiel de la RDC** comme destination de choix pour les investissements dans le secteur agricole sur le continent africain, avec des sessions spéciales consacrées aux récents développements politiques de la RD Congo et à la croissance rapide du secteur agricole à travers le pays.



Les Prochaines Etapes

EMRC et PNUD vont continuer à travailler ensemble pour aider le secteur privé africain à jouer un rôle crucial dans la croissance et le développement économique du continent.

Dans le cadre des discussions et des résultats du Forum, en particulier la Déclaration de Kinshasa, les domaines d'action suivants ont été identifiés:

1. La formulation de **programmes agro business** au niveau des pays.
2. La mise en place de plateformes nationales d'agrobusiness comme véhicules de mise en œuvre des principaux objectifs en matière de lutte contre la pauvreté et la faim au moyen d'une croissance économique inclusive. Le rôle proposé de telles plates-formes serait:
 - De poursuivre des objectifs tels que la mise en commun des ressources techniques et financières disponibles pour le renforcement des chaînes de valeur agricoles;
 - D'assurer une meilleure coordination entre les acteurs de la chaîne de valeur agricole;
 - De créer des synergies entre les pays où seraient établies ces plateformes et de partager les expériences respectives.
3. De valider les indicateurs clés de performance pour mesurer les progrès dans le suivi de la Déclaration de Kinshasa.

Aller de l'avant: la Déclaration de Kinshasa

Pour veiller à ce que les discussions soient suivies par des actions concrètes, les participants au Forum ont rédigé la **Déclaration de Kinshasa** sur la Croissance Inclusive pour la Transformation Agricole de l'Afrique, énumérant un certain nombre de recommandations clés et appelant à la mise en place de plateformes agrobusiness nationales comme véhicules de mise en œuvre. Le rôle envisagé pour ces plates-formes serait de poursuivre des objectifs tels que la mise en commun des ressources des principaux acteurs impliqués dans le renforcement des chaînes de valeur agricoles, une meilleure coordination entre les acteurs des chaînes de valeur, et la création de synergies entre les pays où seraient établies telles plateformes.

La Déclaration de Kinshasa fait suite à la Déclaration de Johannesburg de 2011 portant sur le développement inclusif de l'agro business, qui a appelé à des mesures spécifiques par les différentes parties prenantes des chaînes de valeur agricoles en vue de stimuler le développement et la transformation du secteur agricole sur le continent Africain.

La Déclaration de Kinshasa

par les participants de l'AgriBusiness Forum 2015

Suite à l'AgriBusiness Forum 2015 qui s'est déroulé du 22 au 25 Mars 2015 à Kinshasa

Nous, participants de l'AgriBusiness Forum 2015 de Kinshasa, organisé autour du thème « Vers une Croissance Inclusive : une Vision pour la Transformation Agricole en Afrique », et après analyse des différents défis auxquels sont confrontés les secteurs de l'agriculture, de l'agro-industrie et de l'agrobusiness en Afrique, avons décidé de diffuser la déclaration suivante :

- Etant donné l'importance des secteurs de l'agriculture, de l'agro-industrie et de l'agrobusiness dans la quête de l'émergence des pays africains,
- Etant donné la contribution de l'agriculture, de l'agro-industrie et de l'agrobusiness à la transformation des économies africaines, à travers la création d'emplois décents et de richesses, et à travers la sécurité alimentaire,

NOUS RECOMMANDONS :

1. La mise en œuvre de chaînes de valeurs inclusives dans le secteur de l'agriculture et l'agro-industrie tant au niveau national que régional;
2. D'encourager la création de modèles d'affaires permettant d'améliorer l'accès aux équipements, aux infrastructures, et permettant d'améliorer la capacité à transformer et écouler des produits ; et de favoriser une approche holistique qui intègre l'éducation et la formation professionnelle;
3. De favoriser des relations entre les multinationales, les PME/PMI locales et l'agriculture familiale , avec l'accompagnement des institutions publiques et autres partenaires techniques et financiers, qui permettront entre autres la valorisation de la production des petits producteurs par une série d'appuis et la mise en place de programmes d'accompagnement;
4. De développer des mécanismes innovants de financement de l'agriculture et l'agro-industrie, et la mise en place de mécanismes de financement des chaînes de valeur à des conditions favorables;
5. La prise en compte des principes d'investissement agricoles responsables (IAR);
6. La prise en compte de l'agroforesterie, ainsi que de la problématique du foncier et l'aménagement des sols africains pour leur durabilité et le respect des exigences environnementales;
7. De trouver des solutions aux préoccupations des femmes et des jeunes dans le développement des chaînes de valeurs agricoles;
8. D'œuvrer à l'ouverture des marchés régionaux et internationaux;
9. D'accompagner les différentes réformes agricoles par une communication adéquate qui inclue toutes les parties prenantes;
10. De favoriser la recherche agronomique, et la vulgarisation de résultats et de bonnes pratiques

Afin d'assurer le suivi de ces recommandations, ainsi que dans la perspective des prochains défis et enjeux, nous proposons la mise en place de plateformes « Agrobusiness » nationales.

Nous proposons aussi que les plateformes dans chacun des pays concernés poursuivent également les objectifs suivants : la mise en commun des ressources techniques et financières des principaux acteurs actifs impliqués dans le renforcement des chaînes de valeurs agricoles ; l'amélioration de la coordination des actions entreprises en la matière ; et la maximisation des synergies et expériences des pays africains concernés.

Fait à Kinshasa, le 25 mars 2015



Handwritten text in a cursive script, likely a signature or a name, written in dark ink on a light-colored, textured paper. The text is partially obscured by a diagonal crease or fold in the paper.

Jour I: Dimanche, 22 Mars 2015

Enregistrement et atelier pré-conférence

Atelier pré-conférence – Projets agricoles : Finance et Investissement



M. Zano Mataruka

• M. Zano Mataruka, Senior Investment Officer – SFI (Société financière Internationale), Afrique du Sud

• M. Arthur Levi, Conseiller & Membre du Comité Exécutif – EMRC International, Royaume-Uni ; Ancien Responsable Europe - SFI

L'atelier d'ouverture du Forum, animé par M. Zano Mataruka et M. Arthur Levi, a pris la forme d'un exercice interactif visant à fournir des conseils pratiques et utiles sur la façon d'attirer des investisseurs pour des projets spécifiques.



M. Arthur Levi

M. Levi a souligné à quel point il était important de savoir présenter un projet. « Il n'y a pas un seul développeur de projet agro-industriel en Afrique, qui n'a pas à l'un ou l'autre moment dû présenter son projet de manière claire et cohérente. Il n'y a aucun autre moyen d'obtenir un financement ».

L'atelier a ensuite développé des conseils pratiques sur la façon de présenter un projet d'une manière claire, concise et convaincante pour les investisseurs potentiels. La session a également été l'occasion pour les délégués de se présenter

les uns aux autres.

Événement de networking

L'atelier fut suivi, en début de soirée, par un événement de networking organisé par la Standard Bank RD Congo. Eric Mboma, PDG de Standard Bank RDC et vice-président de l'Association congolaise des banques, a accueilli les participants. « Je voudrais profiter de cette occasion pour vous assurer de notre engagement envers ce pays et de notre soutien au développement de la RDC. Je vous invite aussi à rencontrer autant de personnes que possible au cours de ce Forum et tirer le meilleur parti de celui-ci ».



Jour II: Lundi 23 mars 2015

Jour de la Modernisation du Secteur Agricole

Ouverture Officielle de l'AgriBusiness Forum 2015



Mme Idit Miller

Mme Idit Miller, Vice-Présidente et Directrice Générale – EMRC Int'l, Belgique

Mme Idit Miller fut la première intervenante de la journée. « C'est un immense privilège et un honneur pour EMRC de tenir pour la première fois notre AgriBusiness Forum annuel à Kinshasa, cette immense capitale de l'un des géants émergents de l'Afrique. Nous ne doutons pas que l'énergie et la croissance économique de ce pays vont inspirer chacun de nous et nous aider à faire de ce Forum un énorme succès ». « Ces jours-ci, plus personne ne conteste l'importance stratégique d'un secteur qui occupe plus de la moitié des personnes vivant sur ce continent », conclut-elle.

S.E.M Isidore Kabwe Mwehu Longo, Ministre de l'Agriculture, la Pêche et l'Elevage – RDC

Honorable Ministre Kabwe Mwehu Longo, représentant Son Excellence Monsieur le Président Joseph Kabila, a commencé par souhaiter la bienvenue aux délégués invités au Forum et a exprimé sa joie et sa fierté de voir la RD Congo accueillir le Forum pour la première fois. « Au nom du peuple de la République Démocratique du Congo et du Président de la République, M. Joseph Kabila Kabange, je voudrais vous accueillir chaleureusement sur le sol de nos ancêtres », déclara-t-il.



Ministre Isidore Kabwe Mwehu Longo

« Le secteur agricole est l'un des secteurs les plus importants de notre économie. Il n'est pas exagéré de dire que la République Démocratique du Congo est d'abord un pays au destin agricole. Comme l'a déjà mentionné Mme Miller, la RD Congo pourrait nourrir jusqu'à 3 milliards de personnes si son potentiel agricole était entièrement développé ». Ministre Mwehu Longo poursuivit en soulignant certaines des principaux points d'attraction de la RD Congo pour les investisseurs: « Nous avons bénéficié d'un taux de croissance du PIB de 9% l'an dernier, faisant de la RDC l'une des économies les plus dynamiques du moment. Nous avons également pris une série de mesures destinées à faciliter la création et le fonctionnement des entreprises. Aujourd'hui, on peut démarrer une société dans ce pays en l'espace de 3 jours. Ce sont là des signaux positifs aux entrepreneurs et aux investisseurs internationaux », continua-t-il.

« Je tiens à vous remercier tous de votre présence ici, et je vous exhorte à faire de vos trois prochains jours ici à Kinshasa un énorme succès. Je déclare l'AgriBusiness Forum 2015 ouvert ».

Mme Priya Gajraj, Représentant Résident a.i. – PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), RDC

Mme Priya Gajraj suivit sur le podium. « C'est un grand plaisir pour moi d'accueillir les délégués à ce Forum. Le thème du Forum de cette année souligne l'importance du secteur agricole comme moteur de transformation économique de l'Afrique. Je tiens à féliciter la vision du Ministère de la RDC dans l'organisation de ce Forum ».

Gajraj souligna ensuite la position idéale de la RDC pour jouer un rôle majeur dans la réponse à apporter à la croissance des besoins alimentaires mondiaux au cours des prochaines décennies, ainsi que le rôle clé que peut jouer un secteur agricole dynamique et prospère en matière de réduction de la pauvreté. Un exemple récent est l'ouverture d'un nouveau parc agro-industriel à Mbanza Congo, à quelques heures au sud-est de Kinshasa.

« Toutefois, les défis restent immenses: Quelque 6,5 millions de personnes en RDC sont encore en situation d'insécurité alimentaire. Nous avons encore un long chemin à parcourir, et la RDC continue d'importer environ 1,5 milliard de dollars de nourriture. Cette situation doit mobiliser le secteur agricole tel qu'il existe aujourd'hui».



Mme Priya Gajraj

«Le PNUD est présent à ce Forum afin de réitérer son soutien à l'agro-business et au développement durable en RD Congo. Pour gagner la lutte contre la pauvreté, nous devons accroître l'accès aux marchés. Cela signifie la mise en place de politiques favorables, ainsi que le développement de modèles d'entreprise inclusifs qui soient en mesure de soutenir les agriculteurs émergents».

Gajraj a ensuite expliqué les éléments clés du programme du PNUD en RD Congo : «Le premier est de développer l'accès aux marchés pour les agriculteurs émergents. Le deuxième élément important est de développer l'accès au financement, ainsi que les mécanismes de garantie pour soutenir les agriculteurs. Enfin, nous devons créer des opportunités pour les petits producteurs».

«Notre objectif lors de ce Forum est de voir un meilleur accès aux marchés pour les producteurs, et des partenariats qui peuvent aider à créer des modèles d'affaires favorables. Les agriculteurs, en RDC et dans le reste de l'Afrique, ont la volonté et la capacité de contribuer à la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire mondiale».



Mme Eugenia Serova

Mme Eugenia Serova, Directrice AGS (Département des Infrastructures Rurales et de l'Agro-Industrie) – FAO, Italie

Mme Eugenia Serova a commencé par souligner que la FAO est un partenaire de longue date d'EMRC. Ce partenariat a été renforcé depuis que la FAO a commencé à mettre en œuvre son nouveau cadre stratégique, qui s'appuie avant tout sur une collaboration étroite avec le secteur de l'agro-business.

«Nous considérons que l'agro-business est un moteur de la croissance économique dans de nombreux pays en développement, et en particulier dans le contexte des économies rurales, avec un impact en matière de revenus et de lutte contre la faim. Nous visons à soutenir le développement de systèmes efficaces et inclusifs dans les chaînes de valeur agroalimentaires, intégrant tous les acteurs qui en font partie. Il s'agit aussi d'appuyer

l'intégration de pays « ouverts » dans les marchés mondiaux. Le continent africain demeure le premier centre d'intérêt de la FAO», conclut-elle.

Prof. Monty Jones, Président d'EMRC International et Conseiller Particulier du Président de Sierra Leone

Prof. Monty Jones a commencé par souhaiter la bienvenue à tous les délégués au Forum. «Il s'agit d'un événement extrêmement important qui s'inscrit dans un effort visant à débarrasser l'Afrique de la pauvreté et la misère, et d'attirer des investissements internationaux. L'agro-business est un exemple de ce que nous, en tant qu'africains, sommes capables de mettre en place».

Prof. Jones a ensuite souligné l'engagement de la RDC envers le développement de l'agriculture, notamment à travers le développement de communautés locales et de l'agriculture familiale.

«Je suis profondément reconnaissant de l'engagement des peuples africains et des agriculteurs et du soutien qu'ils apportent à EMRC en vue de développer le secteur agricole. Il reste, cependant, un effort considérable à faire. Environ 215 millions d'africains aujourd'hui continuent à fonctionner au quotidien sur un estomac vide. C'est un chiffre effrayant, mais les choses seraient encore pires si nous n'avions pas pris des mesures pour développer l'agriculture au cours des dernières décennies. Cela montre que nous devons faire bien davantage, et accélérer le développement du secteur. Par exemple, le Projet de l'Incubateur EMRC a suscité un énorme enthousiasme, et démontre sans aucun doute les nombreuses initiatives remarquables à travers le continent africain».

Il a enchaîné sur les deux facteurs essentiels qui jouent sur la configuration actuelle: le premier est que l'Afrique est riche en ressources, et que son secteur agricole est de plus en plus tiré par la demande. Le second est que les choses évoluent de manière positive dans de nombreuses parties



Prof. Monty Jones

du continent. Ces deux réalités signifient que certains faits essentiels doivent être prises en compte, notamment :

- L'agriculture est une **entreprise commerciale**, et pas seulement une simple activité
- Nous devons reconnaître le rôle du Gouvernement et le secteur privé dans son développement
- L'Afrique doit reconnaître les différents rôles des acteurs clés le long des chaînes de valeur agricoles
- Nous devons être mieux préparés à répondre à des catastrophes telles que le virus Ebola.

«EMRC a la ferme intention de soutenir développement du secteur agricole en Afrique à la hauteur de son potentiel. Ce Forum est bien entendu une des manifestations les plus publiques de cet engagement, mais l'impact principal se fait sur le terrain», conclut-il. «Nous vous souhaitons à tous la bienvenue».



Session I

Stratégies et priorités pour soutenir l'Agro-business en Afrique et attirer davantage d'investissements

Modérateur:

Prof. Monty Jones, Président de EMRC International et
Conseiller Particulier du Président de Sierra Leone



Mme Catherine Collin

Mme Catherine Collin, Directrice de la Région Afrique de l'Est, Afrique Centrale et Océan Pacifique – BEI (Banque européenne d'Investissement), Luxembourg

Mme Catherine Collin a présenté les stratégies et les priorités de la BEI pour stimuler l'agro-business en Afrique. Avec 400 projets chaque année dans 160 pays, la BEI est le plus grand bailleur de fonds et aussi le plus grand emprunteur multilatéral du monde. «Même si nous avons avant tout une vocation européenne, nous engageons environ 10% de nos ressources sur les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique), dans le cadre des accords de Cotonou», expliqua-t-elle. «Cela revient à 1,2 milliards d'euros, mais notre mandat a été récemment élargi d'un montant supplémentaire de 500 millions d'euros à fournir sous la forme «d'impact investing» ou investissement d'impact. Nous avons déjà une expérience en matière de soutien au secteur de l'agro-business en Afrique, y compris

un soutien aux PME dans les chaînes de valeur agricoles».

Mme Collin a poursuivi en fournissant des exemples des activités de la BEI et des interventions réussies. L'un d'entre eux est le fonds AGRI-VIE, lancé en 2009, qui a fourni un appui aux PME à forte valeur ajoutée dans la chaîne de valeur agricole (notamment la transformation, la distribution, le marketing et les services). Un total de 12 investissements importants ont été réalisés dans sept pays d'Afrique et 11 sous-secteurs, pour un montant total de 66 millions de dollars».

Au cours de la période à venir, la BEI compte apporter encore plus de soutien au secteur de l'agro-business, soit par les canaux existants, soit à travers un soutien direct sous la forme de prêts et de soutien supplémentaire à l'infrastructure.

« Il y aura un fort accent sur la gestion des ressources naturelles, et le gros de notre soutien sera apporté par le secteur privé », conclut-elle.



M. Nuradin Osman

M. Nuradin Osman, Directeur des Opérations, Afrique et Moyen Orient – AGCO International, Suisse

Nuradin Osman débuta son intervention en relatant son expérience personnelle de jeune Somalien ayant dû quitter son pays, et ayant récemment décidé de retourner en Somalie. Ses pérégrinations lui ont cependant permis d'acquérir une expérience internationale, y compris aux Etats-Unis et au Brésil.

«Le monde est petit - et une ferme est une ferme, quel que soit le nom par lequel vous choisissez de l'appeler», commença-t-il. «Les agriculteurs africains passent en moyenne plus de 3.000 heures par année à travailler dans les champs – soit 8 heures par jour, chaque jour de l'année. Nous devons encourager ces agriculteurs à utiliser plus d'outils pour leur permettre d'augmenter leur productivité», poursuivit-il.

«AGCO peut jouer un rôle de premier plan dans ce cadre. Nous sommes par exemple en train de construire une unité de traitement ultra-moderne en Zambie, une joint-venture d'assemblage de tracteurs en Algérie, et nous cherchons à développer plusieurs opérations technologiques sur tout le continent, avec un nouveau centre de formation technique ouvert en mai 2015».

M. Osman a conclu en détaillant quelques uns des différents services qu'AGCO propose le long de la chaîne de valeur agricole, et a mentionné que l'entreprise était à la recherche de partenariats.



M. Ami Lustig

M. Ami Lustig, PDG – LR Group, Israël

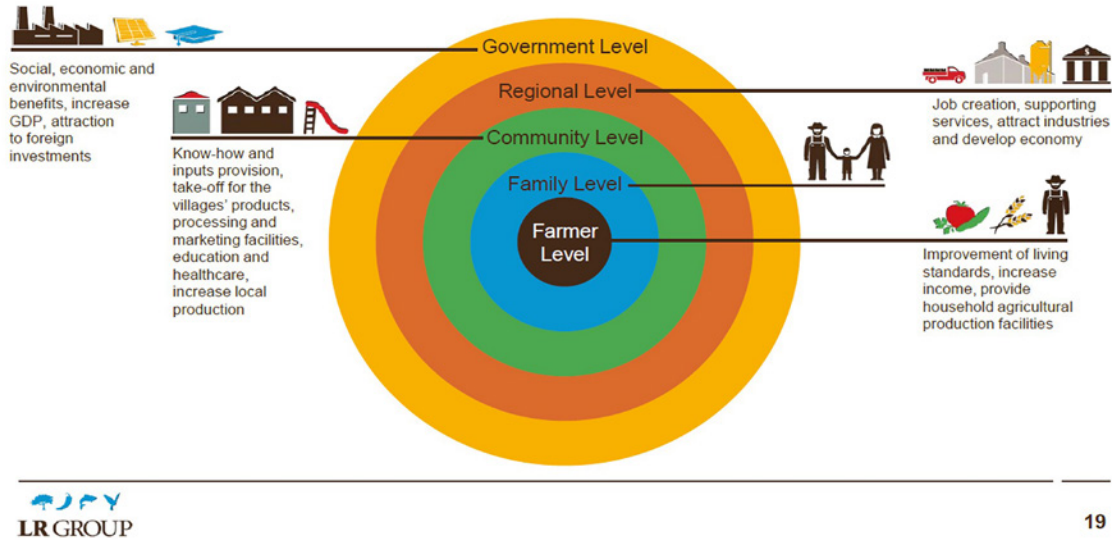
M. Ami Lustig a débuté son intervention avec un clip visuel présentant le plus grand projet en cours de LR Group en République Démocratique du Congo, à savoir le DAIPN (Domaine Agro-Industriel Présidentiel de N'Sele).

Le projet a récemment eu l'honneur d'accueillir le Président Joseph Kabila, qui a exprimé sa profonde satisfaction de voir les progrès accomplis dans la réhabilitation de la ferme, après de nombreuses années de délabrement.

«Je suis moi-même né dans l'agriculture, et depuis mon enfance, j'ai été motivé par une passion pour l'agriculture et l'alimentation» expliqua Lustig. «Le projet DAIPN est le plus grand producteur agricole intégré dans la région. Nous partons du principe que l'agriculture doit certes être rentable, mais aussi avoir un fort impact social».

M. Lustig a continué son intervention en démystifiant une des idées reçues sur l'agriculture: «Sur le plan mondial, les plus grands investisseurs ne sont pas de grandes multinationales agro-industrielles, mais plutôt les petits producteurs. C'est dans ce contexte que nous avons décidé en tant que société de travailler avec ces agriculteurs et ces producteurs».

IMPACT CYCLE



Il a poursuivi en détaillant les activités de LR Group en Afrique. «LR Group construit des agrovillages dans plusieurs parties du continent, principalement en Angola. Nous avons terminé 3 agrofermes au Congo-Brazzaville, et un autre dans l'Etat de Rivers au Nigéria. Ici en RDC, nous allons construire un centre agro-industriel. Ce qui est nouveau, c'est que nous attirons les investisseurs sur une base commerciale».

M. Tom Derksen, Directeur Général pour l'Agriculture – SNV, Pays-Bas

M. Tom Derksen a commencé par souligner l'expérience de la SNV dans la modernisation du secteur agricole, en impliquant le secteur privé. «Nous travaillons aujourd'hui dans 39 pays, sur base d'un principe de viabilité commerciale, et en travaillant systématiquement avec le secteur privé».

«Nous devons développer des modèles d'entreprises inclusives, des modèles de financement innovants, et définir des priorités sectorielles. Nous avons travaillé sur ces modèles avec le WBCSD (World Business Council for Sustainable Development) depuis 2006. Une entreprise inclusive est une entreprise durable qui bénéficie aux communautés à faible revenu. Il s'agit d'une démarche entrepreneuriale qui, tout en restant rentable, contribue à la réduction de la pauvreté par l'intégration des communautés à faible revenu dans les chaînes de valeur».

L'importance des petits producteurs agricoles est inestimable: à travers le monde, 500 millions de petits agriculteurs produisent 70% des denrées alimentaires du globe. Cependant, 30% de leur production n'atteint jamais les consommateurs. Il est impératif de développer des systèmes plus efficaces pour nourrir la population mondiale.



M. Tom Derksen

«L'agrobusiness inclusif est un concept dans lequel chaque acteur de la chaîne de valeur tire profit du système», a expliqué Derksen. Des millions de petits producteurs sont désormais intégrés dans les chaînes de valeur à travers le monde, avec des avantages significatifs pour toutes les parties prenantes: Les agriculteurs bénéficient sous la forme de revenus plus élevés et de productivité améliorée, tandis que d'autres parties prenantes bénéficient de chaînes d'approvisionnement plus courtes et moins coûteuses. C'est de plus en plus vrai pour les grands producteurs et les détaillants, de Nestlé à Shoprite et de Heineken à Olam. Ces modèles inclusifs ne sont pas de la philanthropie au bénéfice des plus faibles, mais répondent à une vraie logique économique».

Au-delà des modèles d'entreprise inclusifs, il est impératif d'assurer la durabilité du secteur, continua-t-il. «Là encore, il ne s'agit pas seulement d'être «gentil avec la planète ou mère nature», il s'agit de logique économique. Pour le moment, l'empreinte écologique de l'agriculture est très importante: le secteur représente 70% de la consommation mondiale d'eau et 30% des émissions de carbone».

«En résumé: les entreprises inclusives et un secteur agricole inclusif, c'est tout simplement une affaire de bon sens», a-t-il conclu.

Sesssion Spéciale:

Cérémonie de remise du Prix Incubateur de Projets EMRC – Rabobank

Présentation des projets sélectionnés

Le Prix annuel du Projet Incubateur EMRC- Rabobank est devenu au fil des années un des temps forts du Forum. Lancé en 2008, il a permis depuis près d'une décennie d'identifier, de présenter et de soutenir des initiatives novatrices et entrepreneuriales dans le secteur agricole à travers le continent africain.

Le concours de cette année a attiré un grand nombre de soumissions sur l'ensemble du continent. Sur les 30 projets soumis, une liste de 5 candidats a été retenue. Chacun d'entre eux a eu l'occasion de présenter son projet au cours de cette session.

Le prix du concours est un chèque de 15.000 dollars, pouvant être utilisé à des fins spécifiques liées au projet.

Les initiatives présentées lors de cette cérémonie ont servi également à illustrer le thème principal du Forum, à savoir la transformation de l'Afrique grâce à une croissance inclusive.



Mme Ruth Kinoti, Directrice – Shalem Investments, Kenya

Mme Ruth Kinoti a commencé son exposé sur une note personnelle: «J'ai été élevée dans une famille d'agriculteurs, et je me sens très honorée aujourd'hui de représenter ma mère et mon père, ainsi que toute une communauté d'agriculteurs».

Dans les années 90, Mme Kinoti a saisi l'opportunité de soutenir sa famille. Elle a commencé à acheter du grain en vrac et de le vendre à des institutions locales, avec l'aide d'un prêt du syndicat des enseignants. En l'espace de quelques années, Shalem Investments s'est agrandi, permettant à Kinoti d'obtenir un nouveau prêt, cette fois de la banque coopérative.

En 2009, East Africa Breweries, un grand brasseur kenyan, a commencé à produire une bière à faible coût avec du sorgho, créant un véritable marché pour les agriculteurs locaux. Shalem Investments a saisi l'opportunité en aidant 1.200 petits producteurs de sorgho à obtenir un meilleur accès au marché. La production collective a augmenté de 4.000 tonnes au cours des 5 dernières années, permettant d'améliorer substantiellement les revenus des agriculteurs. «Nous avons eu un impact social énorme sur les agriculteurs locaux, avec notamment l'augmentation des revenus de 7.000 personnes», expliqua Mme Kinoti. «Cependant, nous devons faire face aujourd'hui à de nouveaux défis, comme notamment de nouvelles réglementations sur les impôts et le coût plus élevé de la bière».



Mme Ruth Kinoti

M. Shaun Cawood, PDG et Fondateur – CB Farm Fresh, Mozambique

CB Farm Fresh programme aide les agriculteurs de diverses façons: il enseigne de nouvelles méthodes agricoles qui conviennent mieux à la région; conseille sur les engrais, la lutte antiparasitaire, l'irrigation et la meilleure utilisation des finances. CB Farm Fresh achète alors les produits chez l'agriculteur sur base d'un accord; le produit est ensuite traité et emballé.

CB Farm Fresh ravitaille les sociétés minières et les divers autres clients dans la région de Tete.

«CB Farm Fresh contribue à révolutionner l'agriculture dans la province de Tete au Mozambique, notamment en introduisant des technologies comme l'irrigation goutte à goutte, et la fourniture et l'utilisation de semences de qualité. Nous avons maintenant passé à 80% des importations à 80% de contenu local, et avons l'intention de passer à 100% de contenu local d'ici la fin de l'année,» Shaun Cawood conclut.



M. Shaun Cawood



Mme Vava Angwenyi

Mme Vava Angwenyi, Fondatrice – Vava Coffee, Kenya

Vava Coffee est une entreprise sociale qui aide plus de 30.000 producteurs de café au Kenya à commercialiser des produits de qualité sur le marché intérieur. Elle prévoit d'étendre ses activités à l'Afrique du Sud et à l'Europe.

«La première fois que j'ai partagé l'idée d'un avenir dans le secteur agricole avec ma mère, elle a manqué de s'évanouir», raconta Mme Vava Angwenyi. «Je me suis donc résignée à faire des études à l'Université Jomo Kenyatta à Nairobi pendant quelques années. Mais au fond de moi, je savais que je voulais créer une société pour venir en aide aux petits producteurs. J'ai donc commencé par créer une marque, et j'ai fini par monter un modèle adapté aux conditions locales et à l'économie informelle».

«Notre plus grand défi était d'obtenir un financement. A mes débuts, je vendais du café à partir du coffre de ma voiture. Mais des gens comme Standard Bank ont commencé à croire en nous et à nous faire confiance. Je souhaite à tous d'aller aux bout de leurs rêves et de croire que tout est possible» conclut Mme Angwenyi.



Mme Bukola Adeshina

Mme Bukola Adeshina, Fondatrice et Directrice Général – A&S Shine International, Nigeria

A & S Shine International produit et traite du miel et d'autres produits issus de l'apiculture. La production est assurée par des coopératives de femmes sur une ferme de 45ha au Nigéria. La production est de 60 tonnes de miel, écoulés sur le marché local.

«Nous produisons un miel de très grande qualité, destiné aux consommateurs du Nigéria et du reste de l'Afrique. Actuellement notre capacité de production se compose de 2.500 ruches en polystyrène, de vergers et de 50 cabines d'incubation sur 45 hectares de terres agricoles», a expliqué Bukola Adeshina.

«Nous sommes en train aujourd'hui d'élargir notre palette de variétés, avec le lancement de nouveaux produits comme du miel infusé au gingembre, à l'ail, au moringa, et d'autres produits dérivés tels que la cire, la gelée royale, le pollen, et la propolis».





Mme Voziyo Innocente

Mme Voziyo Innocente, Présidente – Coopérative Mama Soleil, RDC

Mme Voziyo Innocente s'est adressée à l'auditoire en lingala, sa langue maternelle. Mama Soleil est une coopérative de 35 femmes cherchant à se procurer un revenu dans un esprit de développement durable. La coopérative a été initialement financée au travers des subventions fournies par la mine d'or de Kibali, dans le cadre d'un Plan de Réinstallation (PR), dans l'extrême nord-est de la RDC, près des frontières avec l'Ouganda et du Soudan du Sud.

La coopérative Mama Soleil produit des matières premières, qu'elle vend à son partenaire de Cyria Business Group (CBG) pour la transformation en produits finis, notamment de l'huile de cuisson et du savon. Mama Soleil revend ensuite les produits dans les villages et les marchés. La Fédération des Coopératives Agricoles de Kibali (FCAK), la coopérative

faitière locale soutenue par la mine d'or de Kibali, favorise le développement de Mama Soleil en fournissant des terres à bail, les infrastructures, la facilitation des transports et des études de marché. CBG est un groupe d'entreprises détenu et géré par des entrepreneurs locaux.



Sessions Parallèles

Session A – Les outils pour moderniser les fermes, réduire les pertes et améliorer la productivité

Modérateur:

M. Nuradin Osman, Directeur des Opérations,
Afrique et Moyen Orient – AGCO Int'l, Suisse



M. Yamidjimte Ndingada Roi

M. Yamidjimte Ndingada Roi, Administrateur Délégué – Gael, Chad

GAEL est l'acronyme d'une coopérative d'apiculteurs dans le district de Koumra, dans le sud tchadien. Ses activités comprennent l'agriculture et l'élevage du bétail, l'apiculture, la culture de plantes pour leurs propriétés médicinales naturelles, et le maraîchage respectueux de l'environnement.

«Les objectifs de notre organisation sont de produire et de distribuer une variété locale de miel, appelée le 'Tchadansoni', d'aider et de former les apiculteurs, de faire de la recherche, et de consolider les organisations apicoles», expliqua Roi.

«Nous proposons une formation dans les techniques de production et de commercialisation, et nous avons aidé nos membres en important un matériel apicole moderne spécialisé venant du Kenya. Notre objectif est de stimuler le développement socio-économique des populations locales et d'améliorer leur moyens d'existence, ainsi que la protection de l'environnement».



M. Waako Arthur Mboizi,

M. Waako Arthur Mboizi, *Chef de Circonscription – Govt local de Budaka, Ouganda*

La présentation de M. Waako Arthur Mboizi a permis de fournir un exemple de la façon dont la technologie chinoise a amélioré la production agricole en Ouganda dans plusieurs sous-secteurs, y compris le poisson, le riz hybride, le maïs et le millet.

«La modernisation des structures agricoles a permis de réduire les pertes et d'améliorer la productivité, tout en augmentant la production agricole».

«Les mesures spécifiques que nous avons prises comprennent l'introduction de techniques chinoises pour traiter l'alimentation des animaux d'élevage, et



l'application d'outils permettant des économies de main-d'œuvre comme les herbicides et le paillage. Nous avons également appliqué des techniques de conservation (comme le labourage à minima du maïs) et l'application d'engrais (DAP et urée)».

M. Mboizi a enchaîné sur les nouvelles machines de granulation installées à la ferme et l'introduction de nouvelles technologies. « Les résultats sont tout à fait spectaculaires, avec des rendements qui ont augmenté entre 33% et 400% en fonction de la culture ».

« Nous sommes toujours confrontés à des défis importants, bien sûr: les questions structurelles et mondiales telles que les effets du changement climatique, et les obstacles logistiques et opérationnels tels que le manque de débouchés sur les marchés, la nécessité de stocker des produits à froid, ainsi que le manque d'infrastructure de commercialisation ».



M. Maurice Schill

M. Maurice Schill, Directeur du Développement Agricole et Rural – CTB (Coopération Technique Belge), RDC

Maurice Schill a présenté l'approche intégrée de la CTB envers un secteur agricole professionnalisé sur le continent, avec un accent particulier sur les systèmes d'agriculture familiale en RDC.

« Permettez-moi de souligner quelques faits qui pourraient surprendre un certain nombre parmi nous », commença-t-il. « L'agriculture familiale est le plus grand employeur du monde, avec 40% de la population active totale. En outre, ces agriculteurs produisent 80% de la production

alimentaire dans le monde. En Afrique, la valeur totale de la production agricole a augmenté de US\$78 milliards en 1980 à US\$196 milliards en 2010 ».

La caractéristique principale du secteur agricole en RDC est sa fragmentation: 72% des exploitations existantes sont des lopins d'un hectare ou moins, et moins de 2% des exploitations dépassent les 20 hectares.

« Lorsque nous parlons d'agriculture, il ne s'agit pas seulement de champs ou de planter des graines, mais plutôt d'une approche intégrée. L'infrastructure physique est une partie importante de cette approche. L'accès aux marchés, et le désenclavement de régions isolées sont d'autres éléments clés de toute approche visant à stimuler le secteur. Nous comprenons qu'il s'agit d'un système holistique dans lequel tous les éléments contribuent à un secteur agricole efficace et performant ».

« Il y a une limite à ce que nous pouvons attendre du secteur public. Bien qu'il y ait un rôle clair pour l'Etat et le secteur public, nous devons reconnaître aujourd'hui que, du moins en ce qui concerne la République Démocratique du Congo, il n'y a pas encore une réelle capacité à investir des ressources. Actuellement et depuis les dix dernières années, l'Etat congolais consacre entre 1 et 2% des dépenses publiques à l'agriculture, ce qui est nettement inférieur à l'objectif de 10% fixé par le PDDAA ».

« L'idée n'est pas de créer d'énormes fermes partout, mais plutôt d'avoir un réseau de services de proximité pour aider les petits exploitants à accéder aux marchés. La CTB vise donc à stimuler la productivité et la professionnalisation du secteur pour créer des emplois et de revenus dans les zones rurales de la RDC ».



M. Rahim Dhrolia

M. Rahim Dhrolia, Administrateur Délégué – African Milling Company Congo, RDC

M. Rahim Dhrolia a commencé son intervention par un rapide historique de l'African Milling Company: «Nous avons réalisé il y a près d'une décennie qu'il y avait un marché peu exploité pour la farine de maïs au Katanga, avec une demande estimée à 1 million de tonnes par an. Grâce à Terra, notre filiale, nous avons commencé à cultiver 1.600 hectares dans une ferme située à 97 km de Lubumbashi.

«Comme nous sommes à proximité de la route principale, ce n'est pas le manque d'infrastructure routière qui a été notre plus grand défi mais le manque de moulins industriels, et l'absence d'un débouché pour la farine de maïs. C'est là qu'AMCC est entré en scène en 2010».

L'objectif premier d'AMCC était de créer un marché pour l'industrie agricole émergente dans la Province du Katanga. La société investit dans la technologie et le développement des compétences des collectivités locales.



«Nous faisons appel à des solutions innovantes, et nous investissons dans les technologies pour fournir la farine de maïs de très haute qualité aux ménages du Katanga. Avec nos connaissances et le soutien de nos investisseurs, nous espérons améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire dans la région», dit M. Dhrolia. «Nous sommes également très fiers de notre impact social dans la région, au-delà du fait que nous fournissons un produit fabriqué localement, et que nous contribuons à réduire considérablement la dépendance de la RDC envers les aliments importés. En effet, nous avons un impact direct en matière de transfert de connaissances et de formation, mais aussi au niveau du développement personnel des gens, sous forme d'emploi et d'opportunités pour les petits agriculteurs.»



M. Yariv Kedar, VP Agrobusiness Durable – Balton CP, UK

M. Yariv Kedar a commencé sa présentation par une question destinée à provoquer l'auditoire :
« Pourquoi est-il si difficile d'arriver à développer des modèles d'entreprise durables en Afrique ? »



M. Yariv Kedar

« La réponse n'est bien sûr pas aussi simple que cela, mais nous devons accepter que l'approche qui consiste à financer des projets au moyens de dons ne fonctionne pas dans la plupart des cas : en effet, le ou les bénéficiaires de dons ont souvent du mal à comprendre que pour que quelqu'un puisse avoir des fonds à donner, il faut les avoir gagnés d'une manière ou d'une autre. Le développement d'un secteur agro-business viable repose sur trois piliers :

- 1) La formation et le transfert de connaissances
- 2) L'aptitude à « faire », c'est à dire à pouvoir traduire les connaissances en résultats;
- 3) La fourniture d'intrants de haute qualité permettant à l'agriculteur d'obtenir de meilleurs résultats (par exemple, des semences hybrides, des systèmes d'irrigation goutte à goutte etc.)

D'autres facteurs de succès jouent un rôle de premier plan, notamment l'accès au marché et au financement. Mais sans les trois piliers mentionnés ci-dessus, l'agriculteur n'a aucune chance de réussir.

« Les agriculteurs sont confrontés à des défis qui sont largement connus », enchaîna M. Kedar: le manque d'eau, des sols pauvres, des températures élevées, des pathogènes, et ainsi de suite. Ce sont des défis supplémentaires auxquels les agriculteurs ne peuvent faire face par eux-mêmes. Nous apportons des solutions qui sont le résultat d'années de recherche.

Balton CP (basé au Royaume-Uni) dispose de 7 filiales en Afrique (Nigéria, Zambie, Ouganda, Kenya, Rwanda et Tanzanie).

Le Groupe Balton fournit des intrants agricoles pour les grands et les petits producteurs, tels que les systèmes d'irrigation, des serres, des produits agrochimiques, des engrais, des semences, des barrages, des formations, et la gestion de projets intégrés. « Notre kit Amiran, que nous commercialisons sous le nom d'Amiran Farmers Kit, permet à des petits producteurs de multiplier leurs revenus par 4 ou 5 grâce à une amélioration spectaculaire des rendements sur des légumineuses, notamment les tomates. Grâce à nos semences hybrides, nous pouvons aider les agriculteurs vivriers à commercialiser leur production.

Conclusion

Le modérateur a souligné la nécessité d'investir dans l'enseignement agricole en Afrique et pousser les jeunes à pour suivre une carrière dans l'agriculture.

Session B

Recherche Scientifique et Innovation

Modérateur et Orateur :
Prof. Monty Jones, Président d'EMRC International et
Conseiller Particulier du Président de Sierra Leone

Dr. Jonathan Gressel, Professeur Émérite, Sciences des Plantes et de l'Environnement – Institut Weizmann pour la Science, Israël

La présentation de Prof. Gressel portait sur les façons de développer des cultures résistantes en surmontant les problèmes de reproduction. Il a commencé par invoquer Malthus, le célèbre scientifique européen qui prédit au XIX^e siècle que la croissance exponentielle de la population mondiale sonnerait la fin de l'espèce humaine, devenue incapable de se nourrir. « Nous savons aujourd'hui que Malthus avait tort, bien sûr, mais la clé est de comprendre pourquoi. C'est parce qu'il n'a pas tenu compte des bonds technologiques rendus possibles par les progrès de la science, qui nous permettent de produire beaucoup plus de nourriture aujourd'hui sur une même superficie que ce qui était possible à son époque ».



Prof. Jonathan Gressel

Il a enchaîné en expliquant comment les cultures résistantes pouvaient assurer une sécurité alimentaire durable. « Quatre cultures à travers le monde fournissent près de 80% des calories nécessaires pour les humains et les animaux ». Il a ensuite détaillé le processus scientifique par lequel les gènes sont introduits et éliminés afin de créer des plantes plus résistantes.

Prof. Gressel conclut sa présentation en expliquant que de nombreuses cultures en Afrique sont soumises à des facteurs de «stress», tels que les maladies fongiques et virales, les insectes nuisibles et les sécheresses. Ces difficultés pourraient être surmontées par une plus large utilisation de la biotechnologie.





Dr. John Mususa Ulimwengu

**Dr. John Mususa Ulimwengu, Conseiller,
Développement Agricole et Rural – Cabinet du Premier
Ministre, RDC; Chercheur Senior – IFPRI
(Intl Food Policy Research Institute), RDC**

L'agriculture de précision consiste à faire appel à une gamme de technologies qui permettent une meilleure gestion des sols pour accroître la productivité et les rendements. L'objectif est aussi de parvenir à mieux identifier les problèmes grâce à de meilleurs diagnostics. «La technologie est un outil essentiel pour aider à identifier les types de sol, et donc pour déterminer les types de cultures optimales que l'on peut y cultiver», expliqua Dr. John Mususa Ulimwengu.

A titre d'exemple, il donna le site pilote de Kinzau en RDC. « Avec une superficie de 389 hectares, Kinzau est une ferme expérimentale qui nous permet d'optimiser l'aménagement du sol. Grâce à la technologie et des moyens scientifiques, nous sommes en mesure de tester quelles parties du sol ont besoin d'irrigation, et aussi de déterminer l'emplacement optimal du pivot d'irrigation pour limiter le gaspillage d'eau. De la même manière, l'utilisation d'engrais varie en fonction du type de sol, et les quantités exactes sont déterminées en fonction des besoins. Enfin, les zones avec le sol de moins bonne qualité peuvent être utilisés à des fins non agricoles, tels que la construction de maisons», a-t-il expliqué



Dr. Nzola Mahungu

**Dr. Nzola Mahungu, Directeur Pays – IITA (International
Institute of Tropical Agriculture), RDC**

Jusque récemment, le manioc était principalement considéré à travers le prisme de la sécurité alimentaire plutôt que du point de vue sa contribution potentielle à la croissance économique. Cette perception évolue lentement. Malheureusement, il existe encore trop peu de soutien pour la recherche visant à moderniser les pratiques agricoles.

Dr. Mahungu a insisté: « Il est de plus en plus couramment admis que la culture du manioc peut augmenter le revenu de tous les acteurs de la chaîne de valeur. Il est donc nécessaire d'identifier et de cartographier les chaînes de valeur de la filière du manioc à l'échelle globale, de faire des études de marché pour avoir une meilleure compréhension du marché, mais aussi pour développer des stratégies commerciales plus spécifiques pour les différentes variétés de manioc.»



Réunions B2B

Les restant de la journée a été mis à profit pour tenir plusieurs centaines de réunions B2B individuelles parmi les 450 délégués venus de 41 pays d'Afrique, d'Europe, d'Amérique et du Moyen-Orient.

 **41**
pays



460
délégués





Soirée de Gala

Les travaux de la journée ont été couronnés par une élégante soirée de gala et un dîner officiel, parrainé par la Trust Merchant Bank.

Au cours de la soirée, le Prix 2015 de l'Incubateur de Projets EMRC-Rabobanka a été remis aux gagnants en présence des représentants du gouvernement, d'ambassadeurs, des médias et de la communauté des affaires. Compte tenu du niveau exceptionnel des projets présentés au jury cette année, la Fondation Rabobank et le jury ont décidé d'attribuer un premier prix de 10.000 dollars à Ruth Kinati de Shalem Investments (Kenya), et un deuxième prix de 5.000 dollars à Voziyo Innocente de la Coopérative Mama Soleil (RDC).



JOUR III: Mardi, 24 Mars 2015

Journée de la Croissance Durable et Inclusive

Session II

Session Spéciale PNUD – Développer des Chaînes de Valeur Inclusives

Modérateur: M. Georges Ohelo Shonganya, Conseiller Agro-business –
Ministère de l'agriculture de la pêche et de l'élevage, RDC

**M. Tomas Sales, Directeur AFIM
(African Facility for Inclusive Markets) – PNUD, Ethiopie**

M. Tomas Sales a présenté AFIM, le programme de développement et d'engagement du secteur privé du PNUD, qui cherche à se concentrer sur la création d'emplois, le développement de carrière, les entreprises inclusives, les partenariats et l'élaboration des politiques. «AFIM est le premier programme de développement et d'engagement régional du secteur privé du PNUD. Notre objectif principal est de promouvoir l'inclusion économique, l'intégration des chaînes de valeur et l'intégration économique régionale en faveur d'une croissance inclusive et la création d'emplois », a expliqué M. Sales.



M. Tomas Sales

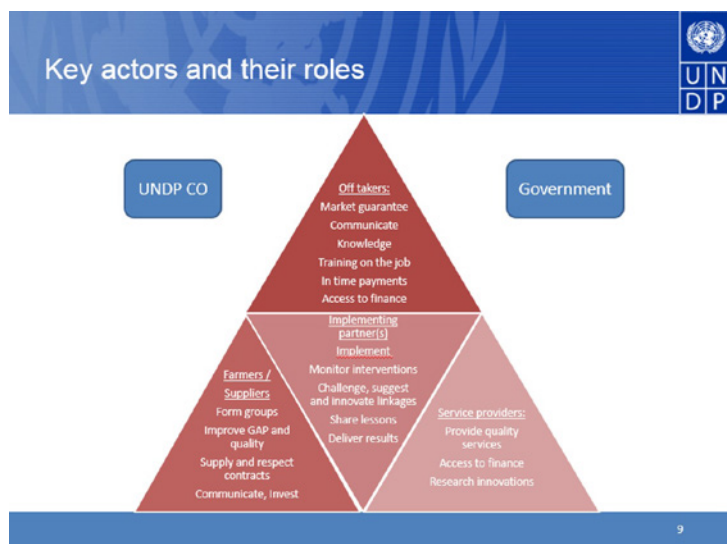
Au cours des quatre dernières années, AFIM a contribué de manière significative en termes de **politique**, de création de **partenariats** ainsi que de **programmes** destinés à faire avancer la notion d'entreprise inclusive.

- **Politique:** Le PNUD est l'un des pionniers du développement de marchés inclusifs, notamment grâce à son action par l'intermédiaire du Forum de la Commission de l'Union africaine pour le secteur privé et l'AgriBusiness Forum, et aussi à travers plusieurs politiques nationales de développement du secteur privé. Nous avons également soutenu la création d'une alliance à l'échelle africaine, mandatée par la Déclaration de Johannesburg pour la sécurité alimentaire. Enfin, nous avons rédigé un rapport sur les modèles d'entreprises inclusives intitulé «Réaliser les richesses de l'Afrique».



• **Partenariats:** AFIM met l'accent sur les projets d'intégration de chaînes de valeur et de plateformes de Facilitation régionales, à travers un partenariat public-privé et des plateformes régionales de facilitation de projets. Nous travaillons aussi étroitement avec l'Union africaine pour encourager la participation du secteur privé. Nous avons également un partenariat avec le NEPAD et le PDDAA, afin

d'engager le secteur privé à financer l'investissement dans le secteur agricole.



• **Programmes:** A ce jour, nous avons travaillé dans 34 pays à travers le continent sur des projets spécifiques et avec divers partenaires. Nous estimons que 13.000 agriculteurs et plus de 100 PME ont déjà bénéficié de ces projets sur six différentes chaînes de valeur agro-alimentaires différentes.

«Enfin, nous avons développé des outils opérationnels de développement,

notamment un guide pour le financement des entreprises inclusives, un plan d'action pour l'industrie minière, et une étude sur les investissements d'impact en Afrique». M. Sales a ensuite enchaîné sur le programme de développement de l'approvisionnement africain (ASDP), qui vise à améliorer la productivité des petits producteurs et des PME fournissant le secteur en facilitant un meilleur accès à la formation, au conseil, aux intrants, à l'organisation, la normalisation, etc. et à établir des liens avec les entreprises phares du secteur.

«L'Afrique a besoin d'un secteur privé dynamique, en particulier dans le secteur de l'agriculture. Il n'y a aucun secteur économique qui puisse avoir davantage d'impact concret en matière de développement. Les opportunités sont nombreuses», conclut Sales.

M. Michael Njuguna, Directeur Adjoint – Africa Harvest, Kenya

M. Michael Njuguna a présenté la vision d'Africa Harvest : «Nous souhaitons devenir un acteur de premier plan dans la construction d'une Afrique débarrassée de la pauvreté, la faim et la malnutrition».

«Notre approche est axée sur les interventions sur la chaîne de valeur, en particulier dans les cultures de base comme le sorgho, la banane, la patate douce, le manioc et le riz. Notre stratégie est de travailler à travers des partenariats public-privé dans le développement de la chaîne de valeur».

«Le premier défi auquel nous sommes confrontés est le fait que de nombreux petits producteurs à travers le continent continuent à produire principalement pour la consommation de leur propre ménage».



M. Michael Njuguna

Africa Harvest a cherché à transformer ces défis en opportunités, poursuit Njuguna. « Nos grands clients, comme les brasseurs et les fabricants de produits alimentaires, ont des besoins en sorgho s'élevant à 50-70 tonnes. Mais aucun d'entre eux n'a trouvé rentable de s'engager avec de petits producteurs. C'est à ce niveau que nous avons joué un rôle, en partenariat avec le PNUD et l'IFAD. Au total, 2.000 petits producteurs du Kenya et de la Tanzanie ont participé au pilotage de l'initiative. « Africa Harvest a fourni une assistance technique, des formations en matière de gestion de PME, un soutien infrastructurel (des balances et des capteurs d'humidité, notamment) et des liens vers les semenciers. Nous avons également relié les agrégateurs avec des banques commerciales, telles que la Cooperative Bank et Equity Bank afin d'accéder à un fonds de roulement ».

Njuguna a conclu en expliquant que l'un des principaux impacts était que la plupart des partenaires ont commencé à mécaniser leurs activités, augmentant considérablement les niveaux de productivité et de production, ainsi que le revenu des agriculteurs. «La production de sorgho, par exemple, a augmenté de 129% sur l'année 2013», a conclu M. Njuguna.



M. Stéphane Amani

M. Stéphane Amani, Conseiller pour la Croissance Inclusive – PNUD, DRC

Depuis plus d'une décennie les opérations du PNUD en RDC comprennent notamment des programmes de soutien aux communautés dans les environnements post-conflit dans les deux provinces du Kivu, ainsi qu'en Province Orientale. Cela prend notamment la forme de campagnes d'information, de fourniture d'outils et de semences, de centres de formation et d'accès au micro-crédit, par exemple.

«Ce que nous avons appris au cours de ces dernières années,» a poursuivi M. Amani, «c'est que nous devons éviter de croire que nous pouvons ajouter de la valeur partout. Il s'avère plus efficace de mettre l'accent sur des principes d'économie de marché, et de faire une vraie analyse des besoins avant de s'engager sur un quelconque projet. Nous avons aussi appris à mieux consulter l'ensemble des parties prenantes. Cela a finalement conduit à l'élaboration du Plan de Développement et de Soutien à l'Agriculture (PDSA), qui cherche à soutenir le développement de chaînes de valeur».

Le PDSA se base sur une approche par étapes, dans laquelle nous sélectionnons les secteurs prioritaires, avant d'identifier des modèles viables et compatibles avec le contexte local, de faire des études de marché et mettre en place un plan détaillé pour la mise en œuvre.

Amani a ensuite fourni des détails sur le programme de soutien du PNUD aux chaînes de valeur agricole à travers toute la RDC, dans les deux provinces du Kivu ainsi que dans le Bandundu et du Katanga. Ce programme comprend notamment des points suivants :

- La facilitation d'un dialogue public-privé sur les secteurs prioritaires
- Le soutien à la création de PME et micro-entreprises rurales
- La facilitation et la mise en œuvre de modèles d'affaires tels que les agrégateurs, des coopératives et des centres d'affaires

- Le soutien à l'accès aux intrants et aux liens avec les marchés
- La formation

Les étapes à venir sont :

- La validation du programme de soutien de la chaîne de valeur avec le Ministère de l'Agriculture
- La création de partenariats financiers et techniques consolidés
- La finalisation des accords institutionnels
- La mise en place d'un comité de coordination

M. Kambale Kanduki, Administrateur Délégué – Maizeking PMI, DRC

M. Kambale Kanduki a fourni un exemple d'une des approches réussies en matière de développement de chaîne de valeur que le PNUD cherche à encourager. Basé à Goma dans la Province Orientale du Nord-Kivu, Maizeking PMI est un important producteur local de produits de base.

«Notre activité contribue à créer des emplois, à réduire la dépendance de la RDC sur les importations, et renforce la sécurité alimentaire», a expliqué M. Kanduki. «Une de nos principales contributions est d'aider les petits producteurs agricoles à s'intégrer dans les chaînes de valeur locales et régionales».



M. Kambale Kanduki

Session III

Gestion des Ressources du Sol : Assurer la Sécurité Alimentaire et le Développement Economique

Modérateur:

Dr. Jonathan Gressel, Professeur Emérite, Sciences des Plantes et de l'Environnement Institut Weizmann, Israël



M. John Veerkamp

M. John Veerkamp, Représentant Pays, Directeur de projet CATALIST – IFDC (Intl Fertilizer Development Center), Rwanda

M. John Veerkamp a commencé par présenter l'IFDC, un centre de développement d'engrais créée en 1974, dont l'objectif est d'accroître la sécurité alimentaire et l'agriculture durable.

«Je voudrais aborder principalement la question de l'utilisation d'engrais dans le cadre de la gestion de la fertilité des sols, et sur le développement du marché des intrants. Nous avons besoin d'engrais pour remplacer les nutriments extraits du sol, et nous devons nous assurer que cela soit fait de manière optimale (c'est à dire de manière à ce que les niveaux de pH soient maintenus). Nous essayons d'assurer le meilleur approvisionnement possible pour les engrais».

Why do we need fertilizer?

- replace nutrients extracted from the system
- replace no longer available imported nutrients from shifting cultivation, cattle grazing, etc. (pressure on land)
- improve soil nutrient composition, pH, optimize soils for specific crops

IFDC

«Les règles de gouvernance économique et l'intégration des bonnes pratiques agricoles jouent également un rôle clé. De notre point de vue, le marché des engrais doit être stimulé par des programmes de subventions, de manière à améliorer l'accès pour les agriculteurs. Un programme de subventions efficace doit cependant suivre un certain nombre de règles de base: Les subventions doivent être physiquement remises aux bénéficiaires sous forme de bons ou de papier. Elles doivent atteindre un niveau suffisant pour inciter un changement de comportement, et doivent être limitées dans le temps. Enfin, une véritable stratégie de sortie doit également être définie», a-t-il ajouté.



Dr. Generose Nziguheba

Dr. Generose Nziguheba, Directrice Scientifique IITA (Intl Institute of Tropical Agriculture), Kénya

Dr. Generose Nziguheba a fait une présentation sur l'intensification durable des systèmes de petites exploitations agricoles en Afrique sub-saharienne.

L'institut IITA est l'un des principaux centres de recherche du monde travaillant sur les solutions à apporter à la faim, la malnutrition et la pauvreté.

«Grâce à la gestion intégrée de la fertilité des sols (GIFS), nous pouvons augmenter considérablement la productivité des cultures, par l'intégration de matériel génétique de cultures améliorées, d'engrais, de ressources biologiques, tout en nous adaptant aux conditions locales. Cette approche a débouché sur des augmentations sensibles de rendement pour le maïs et le manioc dans la Province du Sud-Kivu, et le revenu du manioc pourrait atteindre 1600 dollars par hectare».

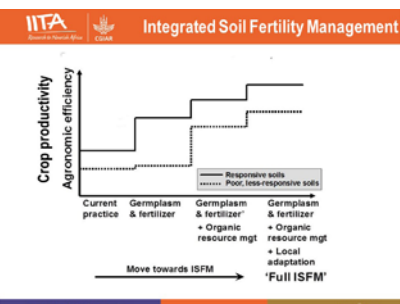
Parmi les autres succès à souligner figure l'intégration des légumineuses à travers des cultures associées (c'est-à-dire la technique consistant à cultiver plusieurs espèces végétales sur une même parcelle), par exemple l'association de la

banane et des haricots grimpants, du maïs et du soja, ou du manioc et des haricots. Au Sud-Kivu, la combinaison d'engrais et l'amélioration de la culture associée a permis de doubler les rendements de légumineuses à grains.

IITA a désormais un laboratoire à Bukavu dans le Sud-Kivu, qui joue un rôle essentiel dans l'amélioration de la qualité de la production dans toute la région.

Dr. Abu Abdalla Elbukhari Ibrahim, Administrateur Délégué – EM Moroug Fertilizers, Soudan

Dr. Abu Ibrahim suivit sur le podium. «L'agriculture au Soudan fait face à un grand nombre de défis», expliqua-t-il. «Je me limiterai à mentionner deux ou trois d'entre eux, à savoir les taux de pH et de salinité élevés de nos sols, les maladies importées et la faible capacité de rétention d'eau de nos sols».





Dr. Abu Abdalla Elbukhari Ibrahim

«Les engrais, dans ce contexte, permettent de changer la donne», poursuit-il. «Notre organisation, Moroug Fertilizers, est au centre d'une révolution agricole au Soudan, grâce aux micro-organismes efficaces, connus sous le nom d'EM. La technologie EM, d'origine japonaise et développée par le Professeur Teruo Higa, est utilisée dans plus de 160 pays à travers le monde, dont plusieurs en Afrique. La technologie EM fait usage des micro-organismes «recycleurs» existants à l'état naturel pour rétablir la santé et l'équilibre des écosystèmes, sans effets secondaires».

Dr. Ibrahim a ensuite détaillé le rôle de divers micro-organismes, chacun avec leur fonction spécifique, permettant de développer un rôle dans les applications de la technologie EM. A ses débuts, la technologie EM était considérée comme une alternative simple aux produits chimiques dans l'agriculture. Aujourd'hui cependant, ses usages se sont propagés à des secteurs tels que la volaille, l'élevage, l'industrie et les domaines de la santé.

Il a ensuite expliqué les avantages du compost EM dans la préparation des sols. «Les résultats en termes de rendement et de qualité de la récolte sont remarquables, et la technologie EM est la clé d'une agriculture durable tout au long de l'année. Elle apporte une solution sûre et facile à appliquer, et permet à ceux qui en bénéficient de conduire des vies plus saines et plus heureuses», conclut-il.

M. George Osure, Directeur Régional – Fondation Syngenta pour l'Agriculture Durable, Kenya

«La Fondation Syngenta pour une Agriculture Durable vise à soutenir les petits producteurs dans les pays en développement grâce aux innovations dans le secteur de l'agriculture durable et l'activation de chaînes de valeur», expliqua M. Osure.

Il a souligné un projet spécifique visant à améliorer la santé des sols au Kenya, et à créer un cadre normatif capable d'appuyer le développement de l'agro-business. En 2012, la fondation a planifié et dirigé la mobilisation de ressources à ces fins, en négociant un partenariat à la demande de la société Export Growers (EGC). Osure a ensuite expliqué les objectifs de la Fondation, qui comprennent:

- L'amélioration des rendements et de la qualité pour les agriculteurs contractés par les agriculteurs d'EGC
 - La formation des agriculteurs en matière de traitement des sols pour répondre aux normes du marché
 - Assurer une utilisation optimale à long terme des engrais dans les exploitations d'EGC en développant un plan de référence de la fertilité des sols à partir des recommandations d'engrais
 - Surveiller la nutrition du sol, et fournir une formation sur l'utilisation sûre et efficace des produits phytopharmaceutiques
- «Nous avons utilisé une méthode d'échantillonnage des sols et cherchons à atteindre un retour sur investissement d'au moins 10% en termes de rendement et de revenu, grâce à une meilleure gestion des sols», a conclu M. Osure.



M. George Osure





Session Spéciale

RD Congo : Attirer des Investissements et des Partenaires dans le Secteur Agricole

S.E.M. Isidore Kabwe Mwehu Longo, Ministre de l'Agriculture, la Pêche et l'Elevage – Gouvernement de la RDC

Le Ministre Isidore Kabwe Mwehu Longo, après avoir salué les participants, a présenté une vue d'ensemble du secteur agricole de la RD Congo.

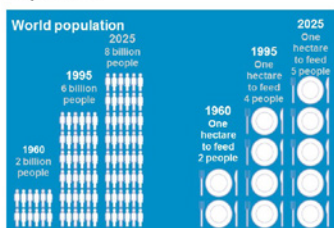
«La RD Congo a pris des mesures spécifiques pour stimuler le développement du secteur agricole, notamment la mise en place d'un cadre juridique et un environnement réglementaire favorable, destiné à encourager les investissements dans le secteur. Ces mesures sont contenues dans une nouvelle loi-cadre, adoptée en 2012. La réforme vise également à encourager l'innovation dans le secteur, à travers la création d'un Fonds national de Promotion Agricole, et l'établissement d'un conseil national, avec des antennes provinciales».

« Nous souhaitons stimuler la croissance du secteur agricole ainsi que la création d'emplois à grande échelle. Nous souhaitons encourager la recherche, la mécanisation, et la création de centres d'apprentissage à travers tout le pays », expliqua Ministre Longo Mwehu.

«Nous fournissons aussi des ressources financières: historiquement, le secteur agricole n'a jamais reçu plus de 5% des allocations budgétaires nationales. Nous cherchons désormais à augmenter cette proportion au moyen de nouveaux mécanismes».

Le Ministre a ensuite abordé la question de l'écart entre la production agricole de la RDC et la demande de produits alimentaires. « Chaque année, nous consacrons plus d'un milliard de dollars pour couvrir nos besoins alimentaires, en important des produits de base. Il est paradoxal de constater cette situation, sachant que nous avons le potentiel non seulement d'être auto-suffisants en matière de sécurité alimentaire, mais aussi de couvrir les besoins des autres. D'ores et déjà, nous faisons d'importants progrès en matière de modernisation des techniques agricoles. Nous nourissons la vision d'un secteur agricole performant, qui jouera un rôle majeur dans le développement de la RD Congo», conclut-il.

Demographic growth calls for change in production system





M. Arthur Christophe Mampuya

M. Arthur Christophe Mampuya, Directeur de la Recherche et de la Planification – Ministère de l'Agriculture, la Pêche et l'Élevage, RDC

M. Arthur Mampuya a présenté une vue d'ensemble sur le potentiel et les opportunités de la RDC. « Avec une superficie de 2.5 millions de km², et une population de 80 millions d'habitants, la RDC est l'un des plus grands pays du monde. Notre croissance économique, qui atteint 9% en 2014, démontre notre potentiel considérable ».

M. Mampuya a ensuite mis en lumière les défis auxquels le pays est confronté, notamment les effets durables des conflits, la dégradation de l'infrastructure physique du pays, le manque de ressources disponibles pour les investissements dans l'agriculture, ou encore l'absence d'une législation foncière

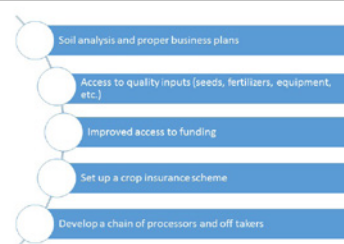
claire, y compris pour les exploitations familiales. « Nous faisons face aussi à des obstacles internes au secteur agricole, notamment une mauvaise gestion des sols, la faible productivité et la faiblesse de l'écosystème de soutien au secteur, notamment dans les domaines tels que la recherche, la formation et le micro-crédit » ajouta-t-il.

Afin de répondre à ces défis, le Gouvernement de la RDC a pris des mesures incitatives spécifiques destinés à développer le secteur, focalisé sur un appui donné à deux domaines complémentaires : l'agriculture familiale à travers tout le pays, et la création de parcs agro-industriels commerciaux.

Nous avons pris les mesures ciblées suivantes :

- L'adoption d'une loi cadre sur l'agriculture, qui prévoit, entre autres, des allègements fiscaux dans l'exercice de la profession agricole;
- Un plan national d'investissement agricole (PNIA), qui fournit un cadre de référence et un plan d'investissement pour le secteur jusqu'en 2020;
- La création de parcs agro-industriels sur des terres avec un titre de propriété inscrit au cadastre;
- L'élaboration, au cours du prochain trimestre, d'une stratégie pour favoriser la croissance de l'agro-industrie;
- La réforme des lois sur la propriété foncière, qui établira désormais des procédures claires pour l'acquisition de terres dans les zones rurales

From subsistence farming to Agribusiness: key areas of focus



Dr. John Mususa Ulimwengu, Conseiller Particulier, Agriculture et Développement Rural– Bureau du Premier Ministre, et Chercheur Senior – IFPRI, RDC

Tout comme son prédécesseur, Dr. John Mususa Ulimwengu a souligné l'écart entre l'offre locale et la demande de produits alimentaires et agricoles, qui s'est élargi encore davantage en RDC au cours des dernières années. «Nous savons et nous avons répété que le continent africain continue à importer une part importante de ses besoins alimentaires, malgré le fait que nous disposons de terres arables considérables. La RDC, à elle seule, rassemble 46% de ces terres arables disponibles. Une grande partie de l'écart à combler se trouve donc dans ce pays, et nous connaissons l'intérêt croissant dans le monde pour les terres arables de l'Afrique».

Ulimwengu a ensuite examiné les domaines d'action prioritaires : Les infrastructures de base (énergie, voies d'eau, routes et chemins de fer), l'accès au crédit, le capital humain (éducation et santé), le développement de débouchés. Dr. Ulimwengu poursuit en expliquant qu' à moins d'adopter une telle approche holistique, «nous ne devons pas nous attendre à des miracles. Mais soyons aussi réalistes: la RDC, qui recouvre la taille de l'Europe occidentale sans infrastructure, ne pourra surmonter tous ses défis en une seule fois ».

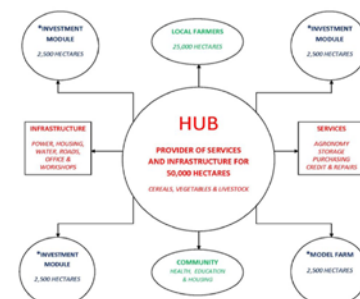
« Nous sommes en train de développer activement de nouveaux modèles agricoles, y compris des parcs agro-industriels commerciaux, afin notamment d'établir et de renforcer les liens entre les différents acteurs de la chaîne de valeur agricole autour d'un modèle de plaque tournante, tel que décrit ci-dessous:

Un excellent exemple de ce modèle est le nouveau parc agro-industriel de Bukanga-Lonzo, qui produit des céréales, des légumes et du bétail pour le marché de Kinshasa. Nous sommes en train de passer d'une agriculture vivrière à l'agro-industrie », conclut-il.



Dr. John Mususa Ulimwengu

Agricultural Business Park: Bringing services closer to producers and processors



S.E.M. Marcellin Cishambo Ruhoya

S.E.M. Marcellin Cishambo Ruhoya, Gouverneur de la Province du Sud-Kivu, RDC

Gouverneur Marcellin Ruhoya a donné une présentation très vivante et animée sur le potentiel agricole et les opportunités du Sud-Kivu.

«Nous prenons actuellement des mesures pour développer l'agriculture dans notre Province, y compris dans les régions de Kalemie, juste au nord du Katanga». Ruhoya commença par souligner que les conditions dans le Sud-Kivu s'étaient

nettement améliorées, et que le conflit armé qui avait ravagé la région appartenait désormais au

passé. Les routes sont rouvertes, et nous sommes désormais ouverts aux investisseurs et aux entreprises», affirma-t-il. La Province, qui compte 5,7 millions d'habitants sur un territoire de 63.000 km², présente une biodiversité remarquable et de riches terres arables.

Le Gouverneur a ensuite fourni des détails sur les progrès remarquables du secteur agricole de la Province au cours de ces dernières années, avant d'évoquer un programme de mécanisation à l'échelle provinciale en cours de déploiement autour de pôles de développement agricole, avec le soutien de la Banque Mondiale. « Nous devons aussi favoriser l'intégration régionale avec les pays voisins », ajouta-t-il.

« Le Sud-Kivu présente des opportunités significatives et intéressantes pour l'agro-business. Pour nous, ce secteur est absolument prioritaire, compte tenu de son rôle dans la création d'emplois et l'augmentation des revenus. J'encourage tous les investisseurs à saisir les opportunités offertes par l'amélioration de notre climat économique et politique ainsi que notre forte croissance économique pour créer un développement durable.»



Ministre Barthélémy Mumba Gama

M. Barthélémy Mumba Gama, Ministre de l'Agriculture et des Mines, Province du Katanga, RDC

La présentation de Ministre Barthélémy Gama a commencé par un court métrage portant sur l'agriculture et le potentiel agricole du Katanga, mettant en avant les progrès réalisés au cours de la dernière décennie pour développer le potentiel agricole de la Province et attirer les investisseurs. « Le Katanga est connu pour ses activités minières, mais nous cherchons maintenant à stimuler notre potentiel agricole, et faire comprendre aux gens que le secteur agricole est lui aussi porteur de richesses ».

« Le potentiel agricole du Katanga est immense. La superficie de nos terres arables est aujourd'hui estimée à 15 millions d'hectares, dont à peine 5% sont aujourd'hui exploités. Nous disposons d'environ 5 millions d'hectares de terres adaptées à l'élevage du bétail, qui pourraient soutenir bien davantage de têtes de bétail que les 100.000 bovins actuellement présents », continua-t-il.

Gama a poursuivi en expliquant les mesures que le Katanga avait prises pour intégrer les petits agriculteurs dans les chaînes de valeur commerciales. « Tout comme les villes que nous avons vu émerger autour des mines, nous voulons maintenant voir des villages et des centres urbains émerger autour de complexes agricoles. Nous encourageons les investisseurs à saisir les opportunités et leur souhaitons leur ouvrir nos portes».

M. Jean-Claude Hoolans, Associé Gérant – Miluna, RDC

Après le Katanga, les délégués se sont retrouvés à l'autre extrême du Congo, en Province d'Equateur au nord-ouest du pays. La présentation de M. Jean-Claude Hoolans a commencé par un court-métrage sur la plantation de caoutchouc de Miluna-Gwaka. La visualisation des luxuriantes forêts tropicales de l'Equateur a permis, une nouvelle fois, aux délégués de se rendre compte de



M. Jean-Claude Hoolans

l'immensité, la diversité et la richesse de la République Démocratique du Congo.

La plantation de caoutchouc de Miluna-Gwaka est par ailleurs un excellent exemple de la réhabilitation de l'agriculture en RDC. «La remise en état de la plantation a permis de subvenir aux besoins de 2.000 personnes et leurs familles, soit en tout environ 10.000 personnes, qui ont tous accès à des soins de santé (une clinique de brousse) et à l'enseignement dans les écoles de la plantation».

M. Hoolans, propriétaire et gérant de la plantation, a donné un aperçu des activités de l'exploitation et des projets futurs. «Je suis né ici, je suis Congolais», dit-il. «Nous avons repris Miluna-Gwaka en 2007, et la plantation produit aujourd'hui un caoutchouc de première qualité commercialisé sur

le marché international, et vendu à des clients comme Michelin, l'un des plus grands producteurs de pneus au monde».

«Nous élargissons maintenant aussi notre production à d'autres plantes tropicales comme le cacao et l'huile de palme. La production de bio-carburants est aussi à l'étude». M. Hoolans a appelé à l'élimination des obstacles au développement des différents sous-secteurs de l'agriculture. «La nouvelle loi-cadre est une excellente première étape à cet égard», dit-il. Il a conclu sur les progrès restant à faire, notamment en matière d'infrastructure, de meilleur accès aux marchés, et de structures de soutien aux agriculteurs pour mieux les intégrer dans les chaînes de valeur commerciales.

Sessions Parallèles

Session C: Intégration Nationale, Régionale du Commerce Agricole International et Accès aux Marchés

Modérateur: M. Arthur Levi, Membre du Comité Exécutif – EMRC Int'l, Royaume Uni

Mme Eugenia Serova, Directrice AGS (Infrastructures Régionales et agro-industrie) FAO, Italie

Mme Eugenia Serova, de la FAO, a ouvert la session sur l'intégration du commerce agricole national, régional et international.

«Le soutien au commerce agricole en Afrique se trouve désormais au cœur du nouveau cadre stratégique de la FAO. Cette année, la FAO a créé un poste d'Officier Commercial dans son bureau régional à Accra. Nous travaillons sur les questions commerciales à deux niveaux: au niveau de la politique commerciale fondée sur des données probantes, et au niveau de l'établissement de liens



Mme. Eugenia Serova Director AGS

entre petits producteurs et les marchés mondiaux », expliqua-t-elle.

Le mécanisme de soutien à la politique commerciale fondée sur des données probantes est le programme MAFAP (Suivi et analyse des politiques alimentaires et agricoles). En utilisant la méthodologie classique de l'OCDE pour la politique agricole, le programme permet d'analyser les effets des politiques nationales et des fluctuations des marchés sur les motivations liées aux prix. Les données sont rassemblées sur les principales chaînes de valeur agricoles d'un certain nombre de pays africains, du Burkina Faso au Mozambique.

«Ce que nous constatons, dans l'ensemble, c'est que les mesures protectionnistes comme les droits de douane à l'importation ont tendance à être préjudiciables aux agriculteurs locaux. L'une des raisons pour cela, c'est que les coûts et les inefficacités créées par des barrières excessives dans la chaîne de valeur sont plus coûteuses que l'effet positif des droits de douane à l'importation ». Autrement dit, les barrières commerciales, même celles qui sont destinées à protéger les marchés locaux, ont tendance à avoir des effets économiques négatifs sur l'ensemble de la chaîne de valeur », a affirmé Mme Serova.

Mme Serova s'est ensuite étendue sur un certain nombre de projets nationaux mis en œuvre par la FAO au Burkina Faso, au Cameroun, au Ghana, au Sénégal, en Sierra Leone, au Kenya et d'autres, qui ont contribué à ouvrir l'accès aux marchés mondiaux à des petits producteurs.

«Le commerce international est un très bon multiplicateur de revenu, et il semble clairement établi que de renforcer les relations commerciales au niveau inter-régional et intra-régional sur le continent et au-delà, aurait des retombées économiques positives », conclut-elle.



M. Amadou Oumar Ba

M. Amadou Oumar Ba, Spécialiste en Agriculture – Banque Mondiale, RDC

M. Amadou Oumar Ba a donné au public un aperçu des programmes de soutien actuels et futurs de la Banque Mondiale au secteur agricole en RD Congo.

La Banque Mondiale participe à quatre niveaux:

- Soutien aux petites exploitations et aux fermes familiales,
- Promotion de chaînes de valeur agricoles,
- Amélioration de l'accès aux marchés,
- Soutien aux parcs agro-industriels

Actuellement, la Banque Mondiale a engagé 230 millions de dollars en RDC, avec une présence principalement dans l'ouest du pays. La Banque cherche à renforcer sa présence à l'est, notamment avec un projet de 150 millions de dollars dans le couloir Bukavu-Uvira-Kalemie au Sud-Kivu.

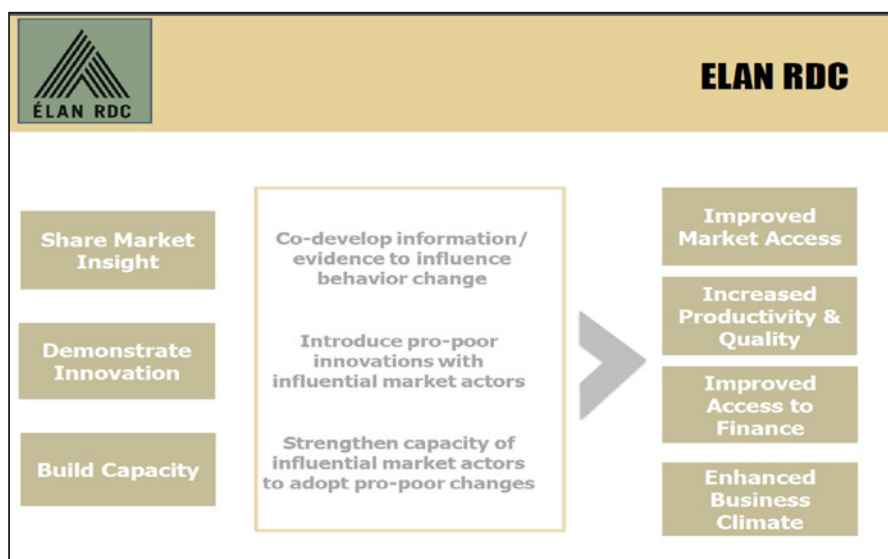
La contribution de la Banque Mondiale à la reconstruction du secteur agricole de la RD Congo se traduit aussi par un soutien marqué au secteur des engrais, par la remise à niveau de 1.400 km de

route, et par la mise en place de 4 marchés ruraux et de 16 installations d'entreposage. «En tout, environ 100.000 ménages ont d'ores et déjà bénéficié de notre intervention en termes de production agricole, tandis qu'environ 1,1 million de personnes ont bénéficié directement de notre programme de mise à niveau des infrastructures de marché», a-t-il expliqué.

« Bien entendu, nous continuons à rencontrer de sérieux obstacles, et les défis à surmonter sont importants, notamment en matière de régime foncier, de prévention des conflits, d'accès au financement, et un environnement réglementaire qui doit encore s'améliorer. Cependant, nous travaillons en étroite collaboration dans ce domaine avec des entités telles que la Société Financière Internationale (SFI, membre du Groupe de la Banque Mondiale), et nous projetons de collaborer avec la MIGA (Agence Multilatérale de Garantie des Investissements, également membre du Groupe de la Banque Mondiale) pour améliorer le climat des investissements », a-t-il conclu.

Mme Holly Krueger, Chef d'Equipe – Elan DRC

Mme Holly Krueger a commencé par décrire brièvement le rôle d'Elan DRC. «ELAN RDC est un programme de soutien du secteur privé financé par UKAid / DFID (l'agence de développement du Royaume-Uni), et mis en œuvre par la fondation Adam Smith International. Nous cherchons à faire avancer le secteur agricole en matière d'accès au marché, d'augmentation de la productivité et de



Mme Holly Krueger

la qualité, de meilleur accès au financement et d'un meilleur climat d'affaires », dit-elle. « Nous comprenons tous, et cela a été dit par un certain nombre d'intervenants avant moi, que la RDC a un potentiel exceptionnel. Nous savons qu'il y a des terres arables en quantité, mais qu'une grande partie de ces terres sont difficiles d'accès. Nous savons qu'il y a un marché intérieur important et croissant, mais qu'une grande partie de ce marché est aujourd'hui couvert par des importations. Nous savons qu'un grand pourcentage de la population travaille dans l'agriculture, mais que la productivité reste faible. Nous cherchons donc à travailler avec le secteur privé pour exploiter et développer ce potentiel».



M. Kambale Kisumba Kamungele

M. Kambale Kisumba Kamungele, Directeur à l'Export – Ets. Tsongo Kasereka / Président du Chapitre Congolais de l'AFCA (African Fine Coffee Association), RDC

«L'intégration régionale est un domaine clé de l'action qui peut aider à résoudre certains défis structurels auxquels nous sommes confrontés», a déclaré M. Kambale Kamungele. «Règles et politiques peuvent être mises en place avec les institutions régionales d'intégration commerciale qui facilitent le commerce entre les pays voisins et l'exportation vers des marchés lointains. Une autre façon d'aborder l'intégration régionale est d'envisager plateformes / associations régionales / forums d'échanges axés sur l'augmentation des affaires dans des secteurs spécifiques, où les communautés économiques régionales n'ont pas réussi à le faire».

L 'African Fine Coffee Association' (AFCA) est une association de producteurs de café constituée de deux parties prenantes du secteur public et privé, y compris les producteurs, les exportateurs, les importateurs internationaux, des torréfacteurs, les décideurs, les transporteurs et les représentants du commerce de 11 pays. Il est à se préparer à cette croissance du marché que l'organisation a été mise en place.

«Le café est l'un des plus importants produits échangés dans le monde, avec une valeur d'échange de 16,5 milliards US\$, employant 26 millions de personnes. Il est également une source importante de devises pour de nombreux pays», at-il expliqué.

«Dans les années 90, les conflits dans de nombreuses régions d'Afrique ont entraîné une baisse de la production du café tandis que d'autres pays tels que le Vietnam et le Brésil ont connu une croissance de leur part de marché. Mais maintenant, et selon l'Organisation internationale du café, la demande mondiale est en augmentation très rapide, ce qui constitue une occasion sans précédent pour l'Afrique pour combler l'écart, puisque 30-40 millions de sacs de café supplémentaires seront nécessaires d'ici à 2020».

AFCA a été un succès en reliant les producteurs de café régionaux aux consommateurs internationaux à travers ses différentes activités et programmes. «Nous avons besoin de plus d'initiatives comme AFCA pour faire de l'agriculture un moteur de l'économie de l'Afrique», a conclu M. Kamungele.

COMMON AFRICAN AGRICULTURAL TRADE CHALLENGES :

- Declining investment in agriculture
- Inadequate infrastructure
- High cost of fertilizers & High quality seeds
- Restricted access to credit (farmers & SME)
- Limited access to regional & international markets
- Lack of conducive business policies & business environments





S.E.M. Eugène Serufuli

Session D: Attirer les Jeunes vers le Secteur Agricole et Apporter du Soutien aux Femmes dans le Secteur Agricole et de l'Agro-Business

Moderatrice : Mme Idit Miller, Vice Présidente et Administratrice Déléguée – EMRC Int'l, Belgique

S.E.M. Eugène Serufuli, Ministre du Développement Rural, Gouvernement de la RDC

Ministre Eugène Serufuli a ouvert la session. «Aujourd'hui, selon les estimations, environ 70% de la population de la RDC est pauvre et sous-alimentée. Malgré notre énorme potentiel, la RDC continue à importer de la nourriture. Mais nous avons maintenant pris une série d'initiatives pour remédier à cet état des choses» expliqua-t-il.

Il a ensuite souligné le rôle des femmes et des jeunes dans la dynamisation du secteur agricole, en soulignant que les deux tiers de la population rurale (67%) sont jeunes. En outre, le ratio hommes / femmes est de 0,72 hommes pour une femme, faisant de l'autonomisation des femmes et des jeunes une priorité.

«Afin de rendre le secteur agricole plus attractif pour les jeunes, nous avons développé des partenariats publics-privés (PPP) focalisés sur le développement du secteur, en particulier à travers des parcs agro-industriels. Mais nous renforçons également nos politiques autour du développement et de la durabilité», a-t-il expliqué.

«Nous faisons, par exemple, des regroupements de villages afin d'accroître l'accès aux services de base, de soutenir les jeunes en matière de formation et de financement, ainsi que d'améliorer l'accès à l'eau, l'électricité et les routes. Notre objectif est d'améliorer la qualité de vie dans les zones rurales, qui permettrait aussi d'endiguer l'exode rural».

«Nous avons une meilleure compréhension aujourd'hui du rôle essentiel des femmes dans le développement durable, ce qui est également une des raisons pour lesquelles nous nous concentrons sur l'enseignement: Eduquer une femme, c'est éduquer une nation», a-t-il conclu.

Mme Rasha Omar, Représentante, Chargée de Portefeuille – FIDA (Fond International pour le Développement de l'Agriculture), RDC



Mme Rasha Omar

«Le FIDA, qui est une agence des Nations Unies, travaille en étroite collaboration avec les gouvernements pour réduire la pauvreté dans les zones rurales. Fournir un soutien aux femmes et aux jeunes producteurs, est un élément clé de la lutte contre l'insécurité alimentaire, qui demeure un problème répandu sur le continent. Le FIDA se focalise principalement sur les jeunes agriculteurs et les femmes».

Omar a ensuite souligné le rôle des femmes et la nécessité de leur donner des moyens d'émancipation économique, ce que le FIDA fait en soutenant l'alphabétisation et en favorisant un meilleur accès pour les femmes aux formations agricoles, aux services financiers et aux terres. En outre, le FIDA cherche à favoriser des relations équilibrées entre les sexes au niveau des ménages, grâce à l'utilisation du « mentoring » ou mentorat, déjà testé en Ouganda.

Parallèlement à la place des femmes, les politiques en faveur des jeunes doivent aussi être développées. « Apporter un soutien aux jeunes est une tâche semée d'embûches. Les jeunes ont des attentes plus grandes que pouvaient avoir leurs parents, rêvent d'une vie meilleure et de meilleures perspectives. A cet égard, nous visons à rendre l'agriculture plus attractive. Nous nous concentrons sur le développement des chaînes de valeur pour augmenter les revenus, et sur la conversion d'une agriculture familiale en petites entreprises commerciales capables de générer un revenu et de procurer un meilleur pouvoir d'achat pour les familles, ainsi qu'un statut social dans leurs communautés ». Le FIDA est en train d'améliorer les compétences techniques des jeunes par un soutien à la formation professionnelle, des stages pratiques et un accès aux services financiers.

M. Christopher Nzuki, PDG – The Hive Group of Companies, Kenya

Le Hive Group est un fournisseur de matériel apicole et de projets clé en main, aussi bien pour les exploitations apicoles à grande échelle, que pour des petits exploitants. Le groupe collabore également avec des producteurs de fruits, de légumes et de café, pour améliorer la qualité et les rendements des cultures en améliorant la pollinisation au travers de l'apiculture migratoire ou stationnaire.

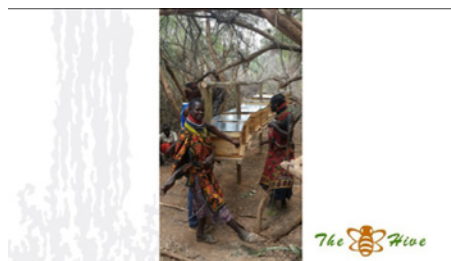


M. Christopher Nzuki

L'apiculture est une culture traditionnellement dominée par les hommes, dans laquelle les femmes ont souvent été marginalisées. Allant à contre-courant des coutumes, le Hive Group a durablement réussi à introduire des femmes dans le secteur de l'apiculture en Afrique. Cette approche s'est également révélée être utile pour attirer des jeunes vers le secteur. Les femmes et les jeunes sont maintenant intégrés dans la chaîne de valeur de l'apiculture car on leur fournit des techniques, une formation et un soutien sur le terrain, leur permettant d'obtenir des prix équitables pour leurs produits sur les marchés. Le Hive Group a également mis en place des unités centrales de traitement et d'emballage, créant ainsi de la valeur ajoutée déjà dans la zone rurale où la récolte de miel a lieu.



Dr. Suzanne Belemtougri, PDG – Sophavet, Burkina Faso



Dr. Suzanne Belemtougri a partagé une expérience très personnelle sur la façon d'attirer les jeunes dans l'agriculture et aider les femmes.

Après avoir terminé ses études, Belemtougri a cherché à rassembler un capital de départ pour démarrer sa propre entreprise. Avec l'aide de son mari, elle a réussi à démarrer son entreprise. Elle a cherché à entrer sur le marché de la pintade, qui est un mets très recherché dans son Burkina Faso natal. « Il y a quelques années, la Libye, encore gouvernée par Kadhafi, a procuré un financement important au Ministère de l'Agriculture pour lui permettre d'améliorer la production et la fourniture de pintades ». Dr. Belemtougri a reçu une formation en gestion d'entreprise, mais a rencontré des difficultés pour obtenir un crédit, sachant que les banques commerciales au Burkina Faso pratiquent des taux d'intérêt très élevés.

« En 2010, j'ai participé à l'AgriBusiness Forum en Ouganda, avant de me rendre peu après à l'Africa Finance & Investment Forum à Lisbonne. J'y ai gagné le Prix de l'Incubateur de Projet BAD-EMRC, pour un montant de 15.000 dollars ».

Grâce à ce coup de pouce financier et la notoriété que le prix lui a donné, elle a trouvé un partenaire d'affaires souhaitant investir dans son entreprise. « Voilà comment on peut faire avancer l'Afrique », conclut-elle, tout en exhortant les femmes africaines à croire en elles-mêmes et à continuer à travailler d'arrache-pied.



Dr. Suzanne Belemtougri

SESSION SPECIALE SNV

Session E: Modèles d'Entreprise Inclusifs dans le Secteur de l'Agro-Business

Modérateur: Mme Mirjam Steglich, Chef de Secteur Agriculture – SNV, RDC

Mirjam Steglich a ouvert la séance en donnant un aperçu rapide de la SNV, l'agence néerlandaise d'aide au développement. « La SNV conduit des projets agricoles dans 30 pays. Notre objectif est de chercher à éliminer la pauvreté en collaboration avec les bailleurs de fonds et les PME », dit-elle, à travers:

- Le développement de modèles d'entreprises inclusives ;
- Le développement de solutions en matière d'accès au financement ;
- La mise en place d'une relation de confiance entre les partenaires et les acteurs en place ;
- La création de conditions opérationnelles favorables aux entreprises tenant compte des réalités du marché.



M. Ranjan Shrestha

M. Ranjan Shrestha, Director, Division Agriculture – SNV Rwanda

Ranjan Shrestha a donné un aperçu de la SNV Rwanda, et plus particulièrement sur le soutien apporté aux organisations de producteurs et les organisations de transformation dans la filière café, le miel et produits dérivés, ainsi que les chaînes de valeur des produits laitiers. L'objectif est d'accroître les possibilités d'emploi et de revenu, et de contribuer ainsi à la sécurité alimentaire. « Nous nous focalisons sur les chaînes de valeur et des solutions commerciales pour combler les lacunes et saisir des opportunités. Grâce à cela, nous renforçons aussi les prestataires de services au sein des chaînes de valeur ».

Au Rwanda, SNV se focalise sur des structures de partenariat avec le Gouvernement et travaille avec les institutions financières qui fournissent des crédits. Certaines entreprises fournissent également une formation pour les agriculteurs. Forte de son expérience, la SNV estime qu'il est essentiel de travailler avec le secteur privé et permettre aux petits producteurs d'entrer dans des relations contractuelles durables avec les acteurs du secteur privé.

Mme Sara Mbago-Bhunu, Directrice Pays – SNV, RD Congo

« En RDC, la SNV est active dans presque toutes les Provinces du pays, et plus particulièrement dans le domaine de la culture du manioc, où nous aidons les agriculteurs à commercialiser leurs produits », a expliqué Sara Mbago-Bhunu.

Afin de fournir des sources de financement nécessaires, la SNV a conclu un partenariat avec Ecobank, une des principales banques commerciales d'Afrique, dans le but de fournir des crédits aux petits producteurs. Ceci permet de venir en aide aux agriculteurs, qui sont en mesure de transformer et commercialiser le manioc, et de construire des chaînes de valeur inclusives.

« A la SNV, nous nous concentrons sur l'ensemble de la chaîne de valeur: de la culture à l'accès au marché (avec la fourniture de conseils sur l'entreposage, le transport, la commercialisation) ainsi que l'accès au crédit. Nous nous concentrons principalement sur les chaînes de valeur de cinq filières: le manioc, les arachides, le maïs, l'huile de palme et le riz », dit Mbago Bhunu.

« Notre force et notre expertise résident dans le développement d'accords commerciaux inclusifs dans les chaînes de valeur agricoles, en fournissant des solutions intelligentes pour faire face aux risques qui inhibent à la fois les petits producteurs et le secteur de l'agro-business, et les dissuadent d'investir. Nos conseillers travaillent avec des organisations paysannes et des entreprises locales, les aident à identifier de nouvelles opportunités et des marchés, et transmettent des connaissances et une expertise. Le développement de chaînes de valeur inclusives contribue à créer des opportunités et à augmenter les revenus des agriculteurs », conclut-elle.



Mme Sara Mbago-Bhunu

M. Thomas Obiero-Were, Directeur de la Division Agriculture – SNV, Zambie

Thomas Obiero-Were a commencé par souligner que l'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale était une priorité pour la Zambie, où plus de 80% de la population dépend de l'agriculture pour sa subsistance. Il a ensuite expliqué comment la SNV travaillait sur ses objectifs dans l'agriculture en se focalisant sur l'augmentation des revenus et des emplois pour les petits agriculteurs.

« Nous visons à améliorer le positionnement de petits agriculteurs et des acteurs de la transformation dans le secteur agricole dans la chaîne de valeur, notamment les femmes et les jeunes, par le biais de modèles inclusifs. Nous soutenons les petits agriculteurs et les acteurs actifs dans la transformation des producteurs agricoles pour accroître leur production et leur productivité, pour faciliter leur accès aux marchés locaux et internationaux, et de créer un partenariat et un dialogue avec le Gouvernement sur les politiques agricoles », a expliqué Obiero.



M. Thomas Obiero-Were

Il a ensuite mis en avant les différents projets de la SNV dans les filières du riz, de la viande bovine, des produits laitiers et du miel. SNV a également formé 74 agro-commerçants qui vendent maintenant des semences de maïs, des engrais et des semences de légumes à bien plus grande proximité des agriculteurs, réduisant ainsi le coût de l'accès aux intrants. Des partenariats ont également été noués avec les trois principaux distributeurs d'intrants (IRM, Seedco & Zambia Fertilizers) qui aident les agro-commerçants à mettre en place des mini-sites de démonstration pour promouvoir l'utilisation de semences améliorées et de la technologie.

«Dans la filière du riz, la SNV a renforcé les liens commerciaux entre 8.800 agriculteurs et 3 entreprises de transformation en 2014. Deux d'entre elles ont introduit des modèles d'entreprise inclusifs, avec un impact positif sur 985 agriculteurs qui ont maintenant accès à des intrants à crédit, des équipements et des prêts à conditions favorables», conclut-il.

Réunions B2B

Les heures restantes de la journée ont été consacrées à des centaines de réunions B2B parmi les plus de 450 délégués.





JOUR IV: Mercredi, 25 mars 2015

Journée de la Finance Responsable

Session IV:

Promouvoir l'Investissement Responsable dans l'Agriculture et les Systèmes Agricoles

Modérateur: M. Arthur Levi, Membre du Comité Exécutif – EMRC Int'l, Royaume Uni



Mme Elizabeth Beall

Mme Elizabeth Beall, Consultante – Comité pour la Sécurité Alimentaire Mondiale, Italie

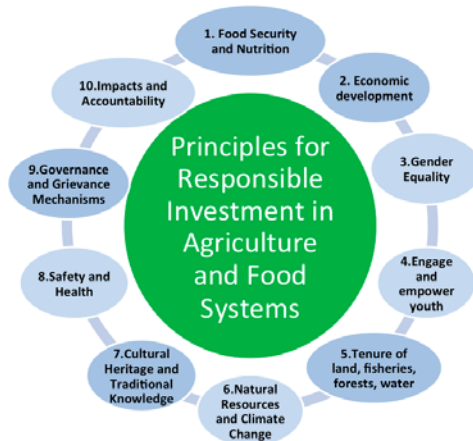
«Nous devons transformer la façon dont nous abordons les systèmes agricoles et alimentaires si nous voulons mettre un terme à la faim et la malnutrition. Lorsqu'il s'agit de réfléchir à la notion de « faim zéro », nous devons aussi être réalistes sur les efforts qu'il reste à fournir pour y parvenir: Plus d'un milliard de personnes vivent encore sous le seuil de l'extrême pauvreté, et au moins 2 milliards de personnes souffrent de malnutrition – des chiffres vraiment effarants, avant même de prendre en compte l'impact du changement climatique et de la raréfaction des ressources. Dès lors, comment y parvenir? En ciblant des investissements qui permettent d'inclure ceux qui peuvent avoir un impact significatif pour parvenir à une sécurité alimentaire absolue – à savoir les femmes, les jeunes et les petits producteurs».

Beall a continué en prenant une position légèrement à contre-courant de celle de nombreux orateurs précédents sur la question de l'intégration des petits producteurs dans les chaînes de valeur: « Les petits producteurs ont besoin de notre soutien, certes, mais cela ne doit pas nécessairement passer par une intégration systématique dans les chaînes de valeur globales. Au contraire, nous devrions explorer leur rôle dans la sécurité alimentaire et la nutrition localement, c'est à dire dans leurs propres communautés et dans leur contexte national. Cela signifie de ne pas seulement se concentrer sur l'accroissement de la productivité, mais aussi sur l'évaluation des besoins sur les exploitations et en dehors



de celles-ci, et en tenant compte des facteurs intergénérationnels présents dans les ménages des petits producteurs. Si les petits producteurs ne parviennent pas à se procurer un revenu viable, souligna-t-elle, « il est probable que leurs enfants et les générations à venir iront chercher leur avenir dans les villes. Les quelque 500 millions de petits producteurs à travers le monde représentent une opportunité pour les entreprises qui cherchent à diversifier leur portefeuille de fournisseurs, et de réduire leur empreinte carbone ».

10 principes



« Nous devons aussi devenir plus efficaces. Si nous voulons espérer augmenter de 60% la production d'ici à 2050 pour nourrir les 9 milliards d'hommes qui peupleront la terre, nous devons produire de manière plus intelligente. Les systèmes alimentaires contribuent à hauteur de 20-30% des émissions annuelles mondiales de gaz à effet de serre. L'agriculture est responsable de 75% de la déforestation mondiale, et représente environ 70% de la consommation d'eau, proportion qui passera à 89% en 2050. Il est urgent de changer nos habitudes pour inverser ces tendances, pour que l'agriculture ait un impact positif ». Dans ce contexte, le CSA a mis en place le premier accord mondial sur l'investissement responsable dans les systèmes agricoles et alimentaires, avec un accent particulier sur la sécurité alimentaire et la nutrition, autour des 10 principes énoncés dans le tableau ci-dessous : « En finir avec la faim, ce n'est pas le rôle d'un groupe en particulier, nous devons tous y contribuer en travaillant ensemble », conclut-elle sous les applaudissements.

M. Mamadou Kouyaté, Gestionnaire de Placements – AfricInvest, Côte d'Ivoire

AfricInvest a été fondée en 1994 et fait partie du Groupe Integra, un gestionnaire de placements et prestataire de services financiers basée en Tunisie.

« Nous sommes l'un des investisseurs de private equity les mieux placés et les plus expérimentés du continent. Nous avons des équipes de gestionnaires spécialisés sur l'Afrique du Nord et l'Afrique sub-saharienne, et nous employons 50 professionnels dans six filiales à travers le continent » expliqua M. Mamadou Kouyaté.

« AfricInvest a plus d'un milliard de dollars d'actifs sous gestion, répartis sur 14 fonds. Nous bénéficions d'un soutien solide et à long terme des investisseurs locaux et internationaux ». Kouyaté a enchaîné avec l'exemple d'EXAT, une entreprise de transformation de caoutchouc en Côte d'Ivoire. Fondée en 2002, la société s'est maintenant élargie en investissant dans une usine de traitement de caoutchouc granulaire, avec une production annuelle initiale de 18.000 tonnes.



M. Mamadou Kouyaté

«Notre investissement a contribué à améliorer les normes environnementales et sociales: Il a permis à l'entreprise d'augmenter ses effectifs de 50% à 240 personnes, de doubler la capacité de traitement de 36.000 tonnes par an, de mettre en place de meilleures pratiques de santé et de sécurité, et d'améliorer considérablement les conditions de vie pour les petits exploitants locaux, en fournissant aux villageois une source de revenu fiable», a-t-il conclu.



M. Cyrille Mutombo

M. Cyrille Mutombo, Directeur Pays – Randgold Resources, RDC

M. Cyrille Mutombo a donné un exposé de la stratégie de développement durable et de la « stratégie de fermeture » de Randgold, une des plus grandes sociétés minières du monde. En effet, expliqua-t-il, Randgold a entamé le processus de fermeture de sa mine d'or de Kibali, dans le nord-est de la RDC. «Notre stratégie est de nous assurer que la fermeture de la mine, actuellement prévue pour 2017, laisse intactes les communautés. Trois valeurs fondamentales définissent notre politique de développement durable: la création de valeur pour les acteurs de notre chaîne de valeur, la création de partenariats avec ces acteurs, et le devoir de laisser un héritage à ceux-ci», a-t-il expliqué. «Nous aidons activement à convertir des lopins de village en coopératives. A ce jour, 21 coopératives ont été établies au bénéfice de 400 personnes dans la région. Lorsque la fermeture de la mine aura été finalisée, notre infrastructure minière sera convertie en agrovillage. A Loulo-Goukoto, nous avons établi une ferme de 5 hectares, que nous avons aussi équipé en salles de classe et un centre de conférences. La ferme offrira une formation pour l'élevage de bétail, de la volaille, la pisciculture, le jardinage, les plantations, etc., ainsi que la gestion d'entreprise», a conclu Mutombo.



M. Aliu Oshioke Yakubu

M. Aliu Oshioke Yakubu, Directeur Général Adjoint – Bank of Agriculture, Nigéria

M. Aliu Yakubu a commencé son exposé en soulignant que la problématique de l'accès au financement au Nigéria est une contrainte majeure pour le secteur agricole. « C'est ce défi qui est à l'origine de la création de la Bank of Agriculture (BOA) au Nigéria en 1973 ».

En tant qu'institution financière de développement (DFI), la Bank of Agriculture est tiraillée entre deux impératifs, à savoir la responsabilité sociale et la durabilité économique. Dans la conception de ses produits et de programmes, la BOA incarne les principes de responsabilité en donnant l'accès aux services financiers à tous ceux qui en ont besoin, y compris aux faibles revenus, aux marginalisés et aux personnes exclues. «Notre principale vocation est l'octroi de crédits agricoles pour soutenir toutes les activités de la chaîne de valeur agricole. Mais nous avons aussi pour mandats la mise à disposition de micro-crédits dans le secteur non-agricole, la mobilisation de l'épargne, et le développement des capacités à travers la promotion des coopératives, des systèmes d'information agricole, la fourniture d'un appui technique et d'autres services », expliqua M. Yakubu. «Avec l'adoption des principes d'investissement responsable pour l'agriculture, nous avons démontré notre engagement et notre orientation claire en faveur de la finance inclusive», conclut-il.

Session V:

Evaluer les Besoins en Matière de Financement du Secteur Agricole: Le Rôle des Banques Agricoles, des Banques Commerciales, des Fonds d'Investissements et des Fondations

Modérateur: M. Joseph Harrosh, Directeur du Développement Commercial & Directeur de la division Eau LR Group, Israël

Joseph Harrosh introduit brièvement le sujet: «Nous devons changer notre vision de l'agriculture comme une question de développement et y voir plutôt une opportunité économique». L'agriculture est une entreprise à haut risque, nous le savons tous. Après avoir bravé les aléas climatiques et le risque de voir sa récolte compromise par des sols pauvres ou des insectes, l'agriculteur doit encore se battre pour que son produit arrive sur le marché. Il s'agit d'un secteur difficile, et les agriculteurs ont besoin de toute l'aide qu'ils peuvent obtenir.

Discours d'Ouverture: M. Pim Van Ballekom, Vice-Président – Banque européenne d'Investissement, Luxembourg

«La BEI a récemment décidé d'accroître les investissements dans le secteur agricole. En tant que plus grand investisseur supranational du monde (77 milliards de dollars), nous élargissons notre exposition au secteur agricole, et cela de deux manières: en ouvrant des lignes de crédit, et par des investissements directs », expliqua M. Pim Van Ballekom.

Le Vice-Président de la BEI a ensuite expliqué que la banque a été amenée à améliorer l'accès des agriculteurs au financement : «A l'heure actuelle, environ 90% de notre portefeuille d'investissement est centré sur l'Europe. Les 10% restants représentent un portefeuille d'environ 9 milliards de dollars, sur lesquels 2,5 milliards sont investis en Afrique».

Il a ensuite ajouté que les experts techniques et économiques de la BEI partageaient leur expérience avec leurs homologues du monde entier, y compris et surtout sur le continent africain, et travaillaient en étroite collaboration avec la Commission européenne et le service d'action extérieure de l'UE. La BEI est avant tout une banque d'investissement avec un mandat de développement, mais cela signifie aussi que les projets dans lesquels elle investit doivent être financièrement viables.

« Nos principaux domaines d'action comprennent le soutien spécifique à l'égard des femmes agriculteurs, ainsi que l'amélioration de l'accès au marché, la micro-finance et le capital d'investissement », a conclu M. Van Ballekom.



M. Pim Van Ballekom



M. Constantin Mbengele Kwete Thamuk



M. Dimitry Van Raemdonck

M. Constantin Mbengele Kwete Thamuk – PDG, FPI (Fonds de Promotion de l'Industrie), RDC

M. Constantin Mbengele a fourni un bref aperçu du rôle de la FPI dans le soutien du développement industriel de la RDC.

Le FPI est actuellement en train de mettre en oeuvre son plan stratégique 2013-2017, qui comprend des mesures visant à développer les infrastructures rurales de base et la facilitation des investissements, avec un accent sur les énergies renouvelables pour soutenir le développement du secteur.

«Au cours des dernières années, le FPI a augmenté de manière significative son engagement dans le secteur agro-alimentaire. En 2014, notre financement total a atteint 22,3 millions de dollars, ce qui représente une part de 42,1% de l'ensemble du portefeuille d'investissement du FPI pour l'année. Notre impact est important, avec plus de 25.000 emplois créés dans le secteur, et plus de 900 projets», déclara M. Mbengele.

«Cependant, nous continuons à être confrontés à des défis majeurs, y compris l'écart entre les besoins et les ressources disponibles. L'une des approches que nous avons adopté pour répondre à ces défis est de conclure des partenariats stratégiques, notamment avec la DBSA (Banque de Développement de l'Afrique Australe) et l'IDC (Industrial Development Corporation) qui ont grandement augmenté la capacité du FPI à soutenir le développement de notre pays», conclut-il.

M. Dimitry Van Raemdonck, Agent Principale des Investissements – BIO (Belgian Investment Company), Belgique

M. Dimitry Van Raemdonck a fait un exposé sur la manière dont le développement humain durable peut être réalisé en renforçant le secteur privé dans les pays en développement, et comment la BIO contribuait à transformer cette idée en réalité.

« Le secteur agro-alimentaire est un domaine prioritaire pour nous, y compris les différentes filières telles que les fruits et légumes, les céréales, les produits laitiers, et l'apiculture ».



M. Van Raemdonck a continué en donnant quelques exemples du rôle de BIO dans un certain nombre d'entreprises agro-alimentaires à travers le continent, y compris Rwanda Mountain Tea, SEDIMA, et Laiteries du Berger au Sénégal.

« Ici en RDC, nous avons un investissement important dans une ferme de maïs au Katanga appelée les Grands Domaines du Katanga. BIO a approuvé un prêt de 1,35 millions de dollars afin de doubler la taille de l'exploitation existante. Avec un délai de remboursement maximal de neuf ans, le but du prêt est d'augmenter le rendement annuel de maïs de 3.400 à 7.000 tonnes.

En outre, le prêt pourra contribuer à construire une usine de traitement de farine de maïs. A l'heure actuelle, les prix de la farine de maïs sont 20% plus élevés que ceux du maïs non traité. L'augmentation des rendements est possible grâce à la modernisation des machines et des processus, ainsi que par le transfert de savoir-faire mécanique, électrique et topographique ». En termes de développement, le prêt pourra accroître l'offre alimentaire locale, créer de nouveaux emplois et faire progresser l'entreprise le long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire », conclut-il.

M. Yves Ehlert, Vice-Président pour l'Afrique Centrale – DEG (Société allemande d'Investissement et de Développement), Allemagne

Yves Ehlert souligna le rôle des institutions européennes de financement du développement en faveur du développement de l'agriculture, en utilisant l'exemple de la DEG, elle-même filiale de KfW, une institution publique allemande pour le financement du développement, basée à Francfort. La DEG est chargée du développement international, et vise spécifiquement à soutenir le développement du secteur privé dans les pays émergents et les pays en développement ».

« La promotion du secteur agricole est devenue une priorité renouvelée après la crise des prix alimentaires en 2008. La DEG vise notamment à agir sur des facteurs comme les coûts de transaction élevés et l'absence d'infrastructure, ainsi que l'accès au financement agricole et aux assurances ».

Parmi les projets phares de la DEG en Afrique subsaharienne figurent:

- **Le Fonds pour l'Agriculture et le Commerce en Afrique (AATIF)**, un partenariat public-privé cherchant à améliorer le potentiel agricole de l'Afrique;
- **Le Fonds pour le Financement de l'Agriculture au Nigéria (FAFIN)**, un fonds d'investissement de l'agriculture axé sur l'innovation;
- **Le Rural Challenge Fund pour l'Ouganda**, mis en place pour améliorer l'accès aux services financiers durables et axé sur la demande de la population rurale et des PME et micro-entreprises rurales en Ouganda;
- **Le Fonds d'Assurance Climatique**, qui cherche à réduire la vulnérabilité des PME et micro-entreprises, ainsi que des ménages à faible revenu envers des événements météorologiques extrêmes. « Toutes ces initiatives visent à renforcer la capacité de création de valeur ajoutée locale et à accroître la production agricole, débouchant sur plus d'emplois, plus de revenus et une réduction de la pauvreté », conclut-il.



M. Yves Ehlert



M. Rock Ngouoto

M. Rock Ngouoto, Chef de Crédit – TMB (Trust Merchant Bank), RDC

Rock Ngouoto a commencé par une brève présentation de la TMB, mettant l'accent sur la philosophie de la banque, qui se concentre sur une approche bancaire responsable. « Les services bancaires que nous proposons aux petits producteurs reflètent cette approche ».

« Nous proposons nos services aux petits exploitants, aux éleveurs de bétail, aux éleveurs de porcs, producteurs laitiers, producteurs de poulets, commerçants de produits de base (notamment le riz, le café, le cacao, les légumes), mais aussi aux entités commerciales plus

grandes telles que les multinationales agro-alimentaires et aux entreprises nationales actives dans les grandes opérations industrielles.

Aujourd'hui, la plupart des demandes de crédit sont rejetées en raison du manque d'expérience des réquérants en matière de production et de commercialisation, tandis que ceux qui sont plus susceptibles de répondre à nos conditions sont des commerçants et des transporteurs. Pour autant, la TMB continue à faire des efforts pour ouvrir des succursales dans les régions plus facilement accessibles aux petits et moyens producteurs, malgré les défis et les coûts que représentent le suivi de ce type de financement ».

« De notre point de vue, un certain nombre de mesures pourraient nous aider, ainsi que d'autres prestataires de services financiers, à fournir des produits plus ciblés aux acteurs dans le secteur agricole. Ceux-ci comprennent :

- Une cartographie de la production agricole de la RD Congo
- Une législation couvrant le leasing, afin de faciliter l'acquisition d'actifs immobiliers
- Des partenariats public-privé pour un système de garantie
- Des mécanismes de partage des risques plus efficace, et des produits d'assurance
- La réactivation des centres de recherche agricole
- L'amélioration de l'infrastructure routière.

Session VI:

Mécanismes Innovants pour Réduire les Risques en Matière de Financement Agricole: Credit, Assurance, Microfinance

Modérateur: M. Arthur Levi, Membre du Comité Exécutif – EMRC Int'l, Royaume Uni

M. Zano Mataruka, Chargé d'Investissements Senior Agrobusiness – Société Financière Internationale (SFI), Afrique du Sud

«Comment peut-on utiliser l'innovation pour rendre le financement agricole plus efficace, et réduire le risque?» demanda M. Zano Mataruka en guise d'introduction.

«Nous savons tous que l'Afrique est maintenant la région bénéficiant de la plus forte croissance économique du monde derrière l'Asie, et qu'elle attire aujourd'hui des flux importants de capital international. Cette tendance a été soutenue, entre autres, par l'amélioration de la stabilité politique et de la gouvernance économique. L'économie africaine devrait croître de 7,7% par an entre 2014 et 2019, environ deux fois plus vite que les économies avancées. En outre, la demande des consommateurs, avec une croissance annuelle de l'ordre de 8%, est susceptible d'agrandir le PIB de l'Afrique de 1,1 trillion de dollars à 3,7 trillions dans les cinq prochaines années», continua M. Mataruka.

Ce marché croissant de consommateurs repose sur cinq piliers: la croissance de la population, une classe moyenne grandissante, une jeunesse très dynamique, l'urbanisation rapide et les technologies révolutionnaires tels que les téléphones mobiles et l'internet.

«Dans l'industrie agroalimentaire, la SFI finance généralement des projets d'expansion d'une entreprise existante, plutôt que des projets en phase de démarrage. Un projet doit être viable sur le plan commercial et économique, et avoir un potentiel de retour sur investissement à l'IFC, tout en ayant également un impact sur le développement. Nous attachons également une grande importance à la durabilité environnementale et sociale d'un projet avant d'investir».

«Un de nos principaux programmes en matière d'agro-business est le Programme de Sécurité Alimentaire Mondial (GAFSP). Il s'agit d'un mécanisme multilatéral, conçu pour aider à la mise en œuvre des engagements pris par les gouvernements du G-20 pour aider les pays les plus pauvres du monde à réduire la pauvreté et améliorer les moyens d'existence ruraux et la sécurité alimentaire».



M. Zano Mataruka

M. Jerry Kwo, Directeur de Projet – Oikocredit Int'l, Pays-Bas



M. Jerry Kwo

M. Jerry Kwo fournit un bref aperçu d'Oikocredit, une des plus grandes organisations coopératives et sociales du monde. L'organisation apporte des financements dans le secteur de la microfinance, aux organisations de commerce équitable, aux coopératives et aux PME.

«Nous investissons dans des domaines comme la micro-finance, le commerce équitable, les énergies renouvelables, mais aussi l'agriculture. En effet, notre division agricole met des fonds à disposition d'organisations de microfinance et de producteurs ruraux, y compris les coopératives agricoles, qui permettent de stimuler les économies locales et soutenir les communautés locales. Nous avons développé une orientation stratégique sur l'agriculture il y a environ sept ans, lorsqu'on a constaté que la croissance du secteur agricole avait un impact bien plus grand en matière d'augmentation des revenus et la qualité de vie des pauvres, qu'une croissance de même niveau dans la plupart des autres secteurs».

«Le principal défi, de notre point de vue, est le manque d'intégration des petits producteurs dans les chaînes de valeur avec les fournisseurs et les distributeurs. Une grande partie du financement que nous fournissons cherche à répondre à cette problématique», expliqua-t-il.

Mme Monah Andriambalo, Conseillère Technique Principale du PASMIF (Programme d'appui au secteur de la microfinance) – PNUD / FENU, RDC

Mme Monah Andriambalo a commencé sa présentation en expliquant le rôle du FENU: « Le Fonds de développement du capital des Nations Unies (FENU) est l'agence d'investissement de l'ONU pour les 48 pays les moins développés du monde. Il crée de nouvelles opportunités pour les personnes vivant dans la pauvreté et leurs communautés en améliorant l'accès à la microfinance et de l'investissement du capital ».



Mme Monah Andriambalo

« Nous nous focalisons sur l'Afrique et les pays les plus pauvres d'Asie, avec un engagement particulier pour les pays sortant d'une situation de conflit ou de crise, comme c'est le cas pour la RDC. Nous fournissons du capital d'amorçage et un soutien technique pour aider les institutions de microfinance à atteindre davantage de ménages pauvres et de petites entreprises », a ajouté Mme Andriambalo.

Le FENU se concentre sur le soutien des programmes dans les domaines de la finance inclusive et de financement du développement local. La microfinance a été reconnue comme un secteur prioritaire par les autorités publiques, et il y a une forte demande pour ces services. Dans ce contexte, le FENU met en œuvre la deuxième phase de son programme de soutien au secteur de la microfinance, le PASMIF, qui vise à promouvoir un environnement financier inclusif en RDC, et à fournir des subventions aux prestataires de services financiers.



Fermeture officielle du Forum

Discours de Clôture

Mme Idit Miller, Vice-Présidente et Directrice Générale – EMRC Int’l, Belgique

« Nous voici arrivés au terme de 3 jours de discussions intenses, de débats et de partenariats d'affaires florissants. D'abord et avant tout, l'ambition d'EMRC est de faire en sorte que ces 3 jours contribuent à faire avancer le continent africain un peu plus vers le développement de son potentiel agricole. Je tiens à exprimer nos remerciements les plus sincères au peuple et au Gouvernement de la RD Congo pour son extraordinaire hospitalité et son enthousiasme à accueillir ce Forum. Je pense que nous conviendrons tous que la qualité de la session extraordinaire d'hier sur les opportunités en RDC a donné à beaucoup d'entre nous une énergie et un espoir renouvelés pour l'avenir de ce pays. A vous tous, je dis: Matondo Mingi.

« Cela me réjouit aussi tout particulièrement de savoir que chaque année, davantage de gens se joignent à nous et partagent notre conviction qu'il est fondamental de développer une base agricole solide en Afrique. Anos délégués et participants: Merci de faire de cet événement un tel succès. Ce Forum est avant tout votre Forum.

« En effet, parmi nous aujourd'hui, il y a des membres d'EMRC qui ont fait partie de l'aventure à travers les années, et qui n'ont jamais cessé de nous apporter leur soutien. D'autres parmi vous ont rejoint la famille plus récemment. Je tiens à souligner le mot « famille ». A tous les nouveaux participants ici aujourd'hui, je souhaite que ce soit le début d'un partenariat fructueux. Permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue dans la communauté EMRC ».

« Je tiens également à faire mention spéciale de la FAO - notre partenaire de confiance depuis de nombreuses années, ainsi que le PNUD et le Fonds pour la Promotion de l'Industrie (FPI) ».

« La fondation Rabobank est également un élément clé de cette équation, avec le Prix Incubateur de Projet, qui permet aux représentants de l'Afrique entrepreneuriale de se surpasser. Félicitations, encore une fois, à Mme Ruth Gacheri Kinoti, de Shalem Investments au Kenya, et à Mme Innocente Voziyo, de la Coopérative Mama Soleil en République Démocratique du Congo.

« Chez EMRC, avons la conviction que les grands défis doivent être abordés sur le long terme, et nous sommes certains que les partenariats que nous formons ici avec nos membres dureront de nombreuses années. Je voudrais enfin faire mention de notre Président d'Honneur, le Professeur Pierre Mathijsen, qui était non seulement présent ici à Kinshasa, mais continue également à faire une contribution active à notre travail depuis qu'il nous a rejoint il y a 20 ans. Enfin, je ne pourrais pas terminer sans mentionner le Professeur Monty Jones, Président du Comité Exécutif d'EMRC, qui nous guide et promouvoit le travail accompli par EMRC auprès des acteurs internationaux et des décideurs ».





Mme Idit Miller

S.E.M. Isidore Kabwe Mwehu Longo

« Pour clore cette session, je voudrais mentionner l'extraordinaire soutien que nous recevons de nos partenaires et sponsors, LR Group, AGCO, Cargill, Balton CP, Elan RDC, la Trust Merchant Bank, African Milling Company, SNV, Standard Bank, SFI, GAFSP, CTB, l'Ambassade des Pays-Bas en RDC, la Banque européenne d'Investissement, et enfin notre transporteur officiel, Ethiopian Airlines ».

« Nous vous invitons et nous nous réjouissons de vous voir à Cape Town en novembre de cette année pour l'Africa Finance & Investment Forum (AFIF).»

S.E.M. Isidore Kabwe Mwehu Longo, Ministre de l'agriculture, la Pêches et l'Elevage, Gouvernement de la RDC

«A la conclusion de ces 3 jours d'activités intenses, nous avons abordé de nombreuses questions critiques autour de l'agriculture. Les débats et discussions ont été riches, et je suis convaincu que nous avons atteint les objectifs du Forum».

«Je tiens à souligner la nécessité de mettre en place des partenariats. Les séances ont permis à tous les intervenants et participants d'avoir une meilleure idée des opportunités et des défis de l'agriculture de l'Afrique en général, et de l'Afrique centrale en particulier».

«La RDC se félicite de la Déclaration de Kinshasa, et est heureuse de lui prêter le soutien dont elle a besoin».

«Il n'y a pas besoin de démontrer les énormes efforts qui ont été consacrés à l'organisation de ce forum, et je tiens à souligner que le gouvernement de la RDC est pleinement engagé dans le développement du secteur agricole avec l'appui du secteur privé. Mais je voudrais vous inviter à en faire plus. Au nom du Président Joseph Kabila Kabange, je déclare la clôture de ce Forum, et vous souhaite à tous un bon retour».

Sous le Haut Patronage de la Présidence de la RDC



En partenariat avec:



Au service des peuples et des nations



Transporteur officiel:



Avec le soutien de:



Rabobank Foundation



LR GROUP



AGCO



Cargill



Balton CP



ÉLAN RDC



TRUST MERCHANT BANK S.A.



AfricanMilling Company Congo



SNV



Standard Bank



GAFSP
global agriculture & food security program



Royaume des Pays-Bas



CTB RD CONGO



Banque européenne d'investissement

La banque de l'UE



IFC
International Finance Corporation
WORLD BANK GROUP

emrc
AgriBusiness
Forum 2015

22-25 MARS 2015
PULLMAN GRAND HÔTEL – KINSHASA, RDC